

Contours et limites du "macronisme"

SUD DE L'AINSE Le ralliement d'élus à Macron casse les codes et les habitudes. Le PS réserve ses soutiens.



Emmanuel Macron (lors de sa visite le 27 octobre), Jacques Krabal et Cyril Thirion. Le second représentera En marche ! pour les législatives.

Si l'on en croit les enquêtes d'opinion, le macronisme ça marche ! Mouvement de fond ou flirt printanier ? On le saura très vite. Mais quels sont donc les contours du macronisme dans le sud de l'Aisne ? La 5^e circonscription de l'Aisne a cette particularité d'être représentée par un macroniste de la première heure. Cela fait en effet belle lurette que le député radical de gauche qu'est Jacques Krabal a décidé de suivre celui qui était encore ministre de l'Économie.

« Vu la situation critique de la France, vu la crise des partis traditionnels, la personnalité nouvelle qu'est Emmanuel Macron s'adresse aux progressistes des deux camps », analyse le député-maire de Château-Thierry. Ce dernier se refuse à parler pour l'heure des législatives. Il souligne cependant qu'être candidat à ces élections « c'est la rencontre entre le peuple et un candidat. »

Toujours selon lui, une vingtaine de maires axonais auraient à ce jour parrainé le candidat d'En marche ! On se souvient qu'au niveau national le premier parrainage -très médiatisé- fut d'ailleurs celui de Fabien Fraeyman, maire de Bruyères-sur-Fère.

677

Selon Cyril Thirion, c'est le nombre d'adhérents ces derniers jours dans l'Aisne du mouvement En marche ! Un chiffre bien supérieur aux partis traditionnels.

Et au niveau des militants ? Délégué départemental d'En marche !, basé à Saint-Pierre Aigle, Cyril Thirion annonce un chiffre d'adhérents pour toute l'Aisne de toute évidence supérieur aux autres partis : 677 membres à ce jour.

Il commente ensuite : « Au Nord de l'Aisne on a eu des gens du PS, mais on a surtout en ce moment des adhésions de gens qui avaient voté Sarkozy à la primaire et qui viennent chez nous à la suite de l'affaire Fillon. Il y a donc des retours, ça se confirme. De toute façon, cette affaire Fillon a des répercussions sur toute la politique. En témoignent les tractages sur les marchés et dans les gares, pourtant très faciles pour nous, qui ont été plus compliqués ces derniers temps. »

Cyril Thirion est toujours membre de l'UDI, car la double appartenance au niveau d'En marche ! est possible,

comme Jacques Krabal est lui aussi adhérent du PRG. « Je n'ai pas encore été exclu », souligne avec malice Cyril Thirion. Les partis traditionnels observent ainsi avec un maximum de circonspection la situation.

SOUTIEN OFFICIEL

C'est le cas des socialistes sur le secteur : « Nous sommes devant une situation inédite puisque le parti socialiste a réservé la 5^e circonscription pour le PRG mais il n'y a aucun accord avec Macron » explique Sylvain Logerot, le secrétaire de la section du parti socialiste du sud de l'Aisne et soutien de Benoît Hamon. Il précise d'ailleurs que Jean-Claude Pruski, ancien maire de Villers-Cotterêts et suppléant de Jacques Krabal est le représentant du candidat socialiste dans le secteur. « Il n'y a pas de soutien officiel à Jacques Krabal, on ne peut donc exclure une candidature du parti socialiste. Il faut aussi prendre en compte la possibilité d'un rapprochement avec les Verts de Jadot ou La France insoumise de Mélenchon s'ils se mettent d'accord pour une candidature unique. » Il conclut, pragmatique : « Le résultat des présidentielles décidera des majorités à construire. » ■

MICHEL MAINNEVRET ET PASCAL FROLOFONO

Le Front national bat la campagne et vise d'abord la Présidentielle

La stratégie du parti repose sur sa victoire possible à l'élection présidentielle. Les militants de la 3^e circonscription s'organisent en attendant l'investiture d'un candidat.

L'ESSENTIEL

→ **LE FRONT NATIONAL** n'a toujours pas de candidat investi pour espérer faire son entrée à l'Assemblée nationale et contrer le sortit Jean-Louis Bricout (PS). Le parti souhaite gagner la Présidentielle avant.
→ **LE CONSEILLER RÉGIONAL** Paul Henry Hansen-Catta qui pour l'instant fait figure de favori à ce poste n'a été que pré-investi par le parti. Toute la campagne est aujourd'hui axée sur celle de la Présidentielle.
→ **DEPUIS QUELQUES JOURS**, les militants battent le pavé en organisant notamment des réunions publiques sur l'ensemble de la 3^e circonscription et détaillent les grandes lignes de la politique du FN.

■ La salle communale du village de Lerzy servait, samedi après-midi, de tribune au Front national. Et en particulier à Paul-Henry Hansen-Catta, conseiller régional depuis fin 2015. Après une première réunion sur le secteur d'Aubenton, c'est donc sur le secteur capellois que le Front national est venu motiver les indécis.

Devant une trentaine de personnes, dont la plupart de convaincus comme souvent dans ce genre de réunion, l'élu, ancien journaliste de profession, a parlé désert médical, faiblesse des services publics, déploiement numérique, éolien, avec à chaque fois des exemples locaux précis. Et réclame de « la discrimination positive pour la ruralité ». Pour lui, il y a urgence « à reconcentrer » les budgets nationaux sur la ruralité où l'essentiel des Français réside.

« Obliger les étudiants en médecine à venir chez nous »

Pendant plus d'une heure, l'ancien président de la fédération de chasse de l'Aisne a détaillé les grandes lignes du programme national axé sur la ruralité. Paul Henry Hansen Catta clarifie les choses sur sa candidature possible ou pas aux législatives. « Non, je ne suis pas candidat aux élections législatives. J'ai une pré-investiture et aujourd'hui ce n'est pas ma préoccupation. Ce qui va déterminer les législatives, c'est l'élection présidentielle. Les autres candidats ne sont que des arrivistes avec le culte du petit moi. Et



Paul-Henry Hansen-Catta (à droite), élu frontiste à la Région, était entouré de conseillers départementaux et du secrétaire du canton de Vervins.

d'ailleurs, je m'étonne que Monsieur Bricout ne se positionne pas clairement sur son courant. Je ne rentre pas dans le sujet des législatives pour l'instant » confie l'élu de la région Hauts-de-France.

C'est aussi ce qu'il a redit à quelques militants lui posant la question lors de cette seconde réunion. Pour lui l'objectif est très clair. « C'est concourir à la victoire de Marine Le Pen. Ce sera un tremblement de terre politique et ensuite la question viendra de savoir qui représentera la Thiérache à l'Assemblée. De toute façon, après le second tour de la Présidentielle, il y a aura encore de nouveaux ralliements. Je n'ai aucune ambition personnelle, je n'espère rien, mais la Thiérache est un territoire que j'aime beaucoup. Moi, j'ai rallié le FN parce qu'on est venu me chercher pour les régionales et j'ai accepté car je partage ses valeurs de l'intérêt national. »

Le domaine médical a été développé. S'il reconnaît l'utilité des maisons de santé pluridisciplinaire sur le territoire, pour lui il faut aller plus loin en « obligeant les étudiants en médecine à effectuer des stages en zone rurale ». L'objectif est de leur donner envie de s'installer, même s'il reconnaît que rien n'est joué. « Ils ne veulent pas venir ici parce qu'ils ne connaissent pas la ruralité. Ça doit être un phénomène sociologique, au même titre que les Hollandais qui ont commencé à arriver en Thiérache dans les années 60 en achetant des maisons pour les restaurer. »

Sécurité low cost en Thiérache ?

En matière de sécurité, l'élu parle d'un manque de forces de l'ordre, n'hésitant pas à parler de sécurité « low cost » à propos des gen-

darmes réservistes déployés sur le territoire, en complément des 90 militaires actifs sur la compagnie de Vervins.

Dans le domaine agricole, il est revenu sur le traité commercial du CETA signé entre l'Europe et le Canada. « Rien n'empêchera désormais de fabriquer du maraîchage en provenance du Canada. »

Pour lui, la taxation des importations permettra de mieux protéger les productions locales comme le

colza ou les céréales.

Paul-Henry Hansen-Catta a demandé à chacun de convaincre les habitants. La stratégie du FN en Thiérache se poursuit et les chiffres des dernières élections prouvent sa progression avec quatre conseillers départementaux élus. Mais de là à ce que la 3^e circonscription s'offre un député frontiste, il y a encore tout un fossé à franchir.

JÉRÔME HÉMAR

Février est donc le mois où les choses se mettent en place pour les militants du Front national en Thiérache. Après une première réunion il y a deux semaines à Aubenton, terre du FN par excellence avec des scores très importants du parti extrémiste, c'était au tour, samedi, à l'ancien canton de La Capelle d'accueillir une réunion. L'idée est d'organiser une réunion par semaine et par ancien canton. Les prochaines dates sont le 25 février, 17 heures, canton de Bohain ; 4 mars à 17 heures, canton de Ribemont ; 11 mars à 17 heures, canton de Marle ; 25 mars à 17 heures, canton de Guise ; le 15 avril à 17 heures, canton de Saint-Richemont ; 8 avril à 17 heures, canton du Nouvion et le 15 avril, dernière réunion publique à Hirson en présence de Steve Briot, maire d'Hémic-Beaumont.

union

20/02

CLOVIS ET VERSA

Alain Crémont veut des compensations ! En effet, dans le cadre du plan « Préfectures nouvelle génération », le maire de la Cité du vase s'attend à voir les demandes de cartes d'identité traitées par ses services augmenter fortement. Dans un courrier adressé au ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux, il s'étonne qu'aucun soutien financier ne soit prévu pour ce travail supplémentaire. Travailler plus, sans gagner plus en somme.

POLITIQUE

FILLON, ILS Y CROIENT QUAND MÊME

En pleine tourmente, les militants des Républicains hésitent entre renoncement, inquiétude et soutien indéfectible à François Fillon.

La France est en péril de mort. Seul François Fillon peut la sauver. C'est pourquoi se liguent contre lui toutes les forces qui complotent à la perte du pays. C'est un peu radical mais, en substance, tel est le discours que les apôtres du fillonisme sont chargés de répandre, depuis deux jours, par monts et vaux. Dans la région, le député du Val-d'Oise et conseiller spécial de Fillon, Jérôme Chartier, s'y est attelé jeudi soir à Pierry, près d'Épernay, avec entrain et parfois, un soupçon de catastrophisme. Dans un vendangeoir mis à disposition par Pierre-Emmanuel Taittinger (Milloniste fidèle), la réunion rassemble quatre-vingts personnes, viticulteurs, retraités, cadres ou politiciens locaux. En bref, des « convaincus » et quelques interrogations...

EXTRÊME GAUCHE "LAÏCISTE" CONTRE DROITE TRADITIONNELLE

Pour contrer les effets dévastateurs de « l'affaire » Penelope, l'offensive est censée sonner la charge et regonfler le moral des troupes, pour emprunter au lexique guerrier auquel Chartier a souvent recours. Les militants en ont-ils besoin ? À les écouter, non et oui. Non, car ils sont peu nombreux, tel le maire d'Épernay (voir ci-contre), à réclamer le renoncement du candidat LR. Ouvertement du moins. Parfois, une voix tranche : « Il doit passer la main car il risque de faire couler le parti et tout le travail effectué depuis deux ans », redoute au téléphone la conseillère départementale marnaise Marie-Thérèse Picot, une « sarkozyste à 200 % », dit-elle. On n'entend rien de tel à Pierry où l'orateur du soir explique à son sage auditoire que François Fillon a « besoin d'une armée de combattants ». « Comme dans les tranchées, Dieu reconnaîtra les siens ! Ce combat est à la fois idéologique, politique et géo-



"Cette campagne est un combat. Les Français ne supportent pas les traîtres, encore moins les trouillards !"

Jérôme Chartier

stratégique. Par le passé, des civilisations extraordinaires ont disparu. Je ne veux pas que la France devienne un pays en voie de développement », lance Chartier, persuadé qu'une « alliance s'est organisée pour détruire François Fillon ». L'alliance de qui, de quoi ? « D'une extrême gauche laïciste et radicaliste qui ne souhaite pas voir revenir au pouvoir la droite que nous incarnons, une vraie droite, traditionnelle et identifiée. » Et dans cette « alliance » supposée, les « médias » sont en bonne place, engagés qu'ils sont dans « une campagne d'acharnement, non contre l'homme Fillon, mais contre ce qu'il représente, les valeurs de la France, sa culture, une France qui n'existe plus », explique le député filloniste, qui rappelle, en aparté, avoir été autrefois journaliste à Pas au Canard enchaîné, on s'en doute...

"UNE NOUVELLE PRIMAIRE EST IMPOSSIBLE. IL N'Y A PLUS D'AUTRE CHOIX QUE FILLON"

Dans la salle, il y a souvent des applaudissements et des approbations. « On ne va se laisser faire par la presse », enchaîne le député d'Épernay, Philippe Martin, tandis que le président du conseil départemental de la Marne, René-Paul Savary, ose l'audacieuse comparaison entre l'écho médiatique donné à « Pene-



Annick, une militante LR avec Jérôme Chartier, jeudi soir : « Tout est tombé dans la même escarcelle, je comprends que cela choque... » Gilles Girardpierre

lope Gate » et les images des Twin Towers effondrées. « Comme ça tournait en boucle, on avait l'impression qu'il y avait plusieurs avions ! » Mais certains militants, quoique fidèles, s'enhardissent tout de même. Alain trouve que Fillon s'est « mal expliqué » sur l'avenir de la Sécu ou la réduction du nombre de fonctionnaires. « Pourquoi faire encore

porter l'effort sur les petits ? », s'interroge-t-il, tandis que son épouse Annick, en fin de réunion, questionnera Chartier sur l'importance des émoluments versés à M^{me} Fillon et à ses deux enfants. « Tout est tombé dans la même escarcelle, je comprends que cela choque », dit la sexagénaire à laquelle Chartier, pris par le temps, prend à peine le temps de

répondre. L'aurait-il pris s'il s'était trouvé devant la juppéiste Elisabeth Clobourse, maire de Coupriu, dans l'Aisne, une assistante sociale qui dit « voir la misère tous les jours ». « Quand j'entends le montant de ces salaires, les frais de bouche de Macron, je me dis que ces gens ne vivent vraiment pas dans le même monde ! » Ce qui n'empêchera pas Elisabeth de garder sa confiance à l'ancien Premier ministre.

Ce sera aussi le cas de Romain Leffèvre, un graphiste marnais qui n'en veut pas au candidat d'avoir, lors de la primaire, « siphonné » les voix de son favori, Bruno Le Maire : « Je vais le soutenir parce qu'on a passé le creux de la vague. S'il redevient audible, ça peut le faire... De toute façon, les prises de bec entre militants pour savoir s'il faut ou non un plan B n'ont plus lieu d'être. Comme une nouvelle primaire est impossible, il n'y a plus d'autre choix », assure le jeune militant, persuadé que « le premier tour sera très serré et se jouera à quatre points près ». ■

GILLES GIRARDPIERRE

AU CENTRE, CERTITUDES ET ÉTATS D'ÂME

« Si François Fillon reste, on va aller droit dans le mur et s'éclater ensuite (...) La seule solution, c'est qu'il arrête les frais ! » Le maire UDI d'Épernay, Franck Leroy, a jeté un pavé dans la mare mercredi en affirmant qu'il était favorable à un ticket Juppé-Baroin pour reprendre la main (nos éditions d'hier).

« Cette déclaration n'engage que lui. Elle est celle d'un homme seul », a aussitôt relevé Vincent Leglantier, le président des jeunes UDI de la Marne, à l'issue de la réunion de Pierry. « Je comprends que ce type d'affaire suscite des inquiétudes, des interrogations, mais la fédération s'est prononcée démocratiquement sur le nom de François Fillon. On se doit de rester cohérent », a estimé M. Leglantier, tandis qu'une militante venait, en aparté, de traiter Franck Leroy de « capitulaire ». Moins radical, le député et président de la fédération marnaise de l'UDI, Charles de Coursou, a insisté sur le fait que la position exprimée par le maire d'Épernay « n'est pas celle des instances nationales du parti ». « La question de savoir s'il doit y avoir ou non un plan B a été réglée par François Fillon lui-même dès lors qu'il maintient sa candidature. On peut toujours s'agiter et tenter de relancer le débat comme l'ont fait une quinzaine de parlementaires, cette semaine, on voit où ça a mené. Désormais, le débat est clos. »

ALZ



AVIS DE MILITANTS

"On repart au combat"



**THIBAUT
DUCHÊNE**
VITRY-LE-FRANÇOIS

Je ne sombre pas dans la théorie facile du complot mais il y a un doute clairement installé par les médias. Malgré cela, j'estime que François Fillon doit aller jusqu'au bout. Le temps de l'action est venu. S'il devait être remplacé, il faudrait trouver un candidat qui fasse l'unanimité et là, je n'en vois franchement pas.



**CHRISTINE
MOUNEY-RICHET
SEDAN**

Passer au projet, c'est nécessaire, mais ça ne veut pas dire que François Fillon ne doit pas continuer de se justifier. Les gens ont besoin d'explications. Fillon est mon candidat, même si j'avais voté Nathalie Kosciusko-Morizet à la primaire. Mais je reconnais être moyennement confiante. Ça va être difficile...



**JÉRÉMY
GILBERT
ÉPERNAY**

Il faut être honnête, on a tous pris une claque quand cette histoire est sortie. Maintenant, nous devons nous concentrer sur le projet. Mais je n'ai jamais douté de la probité de François Fillon. S'il devait renoncer, je m'abstiendrais. Un autre candidat n'aurait pas sa légitimité auprès des militants.



**MARIE-THÉRÈSE
PICOT
REIMS**

Fillon est un homme honnête, mais il doit laisser la place car l'opinion retiendra toujours les soupçons qui pèsent sur son intégrité. Il risque de faire perdre non seulement son camp, mais aussi toute la France qui a bien besoin d'un programme de redressement.



**ELISABETH
CLOBOUISE
COUPRU (AISNE)**

J'ai voté Juppé à la primaire mais je garde ma confiance à Fillon. Il devait clarifier sa position sur l'avenir de la Sécu, il l'a fait. Pour le reste, il a peut-être exagéré mais il n'est pas le seul dans ce cas. Et le remplacer, de toute façon, ce serait un déni de démocratie vis-à-vis des militants qui l'ont désigné.

3 QUESTIONS À...



**CHRISTOPHE
COULON**
SECRÉTAIRE DEP.
LR DE LAISNE

"Nous avons réagi trop peu et trop tard"

quel sentiment domine chez les militants de l'Aisne ?

Après la sidération est venu le temps des interrogations. Tous les doutes ne sont pas levés sur ce qui est aujourd'hui reproché à François Fillon, mais une majorité de militants est pour le maintien de sa candidature. Le plus gros regret, c'est le temps que les instances de LR, le candidat lui-même, ont mis pour stopper la montée de la vague et commencer à réagir. Une dizaine de jours ont été perdus. Répéter pendant une semaine que de telles pratiques (NDLR : employer sa femme ou ses enfants comme assistants parlementaires) ne sont pas illégales, ce n'était pas suffisant. Les militants, eux-mêmes, ne tolèrent plus ce qui apparaît comme des pratiques d'un autre âge. Ils ne le tolèrent pas davantage qu'ils n'avaient toléré, en 2009, les conditions de la nomination de Jean Sarkozy à la tête de l'Epad (NDLR : l'organisme qui gère l'aménagement de La Défense à Paris). Cette impression que les puissants s'exonèrent des règles communes, non, ça ne passe plus.

François Fillon a abondamment démenti un acharnement médiatique. Est-ce également votre avis ?

Disons que la submersion médiatique a beaucoup agacé et pas que moi. J'en prendrai un seul exemple. Depuis quelques jours, les révélations sur Thierry Solère (NDLR : l'un des porte-parole de Fillon visé par une enquête pour suspicion de fraude fiscale) représentent des informations connues depuis six mois par une enquête de Mediapart. Pourquoi le Canard enchaîné ressort-il cette affaire aujourd'hui alors que Solère s'en est déjà expliqué ? Et pourquoi la presse enchaîne-t-elle alors qu'il n'y a fondamentalement pas de faits nouveaux ? Ça commence à faire beaucoup. On peut, comme je le sais être attaché aux institutions et à l'existence de contre-pouvoirs forts, dont celui de la presse, sans admettre pour autant cet acharnement. Oui, cela peut donner corps chez les militants à l'idée d'un complot médiatique.

Y croyez-vous vous-même ?

Non seulement je n'y crois pas mais je vais plus loin. Avec les médias, les politiques n'ont généralement que ce qu'ils méritent dès lors qu'ils ne sont pas dans la transparence. En l'occurrence, j'ai bien conscience que face à l'avalanche, nous avons réagi trop peu et trop tard. Je suis heureux de constater que la presse, enfin, commence à s'attaquer à Emmanuel Macron et à l'absence spectaculaire de son programme. Oui, ça aurait plutôt tendance à me rassurer...

FILLON : "LA LOCOMOTIVE EST LANCÉE !"

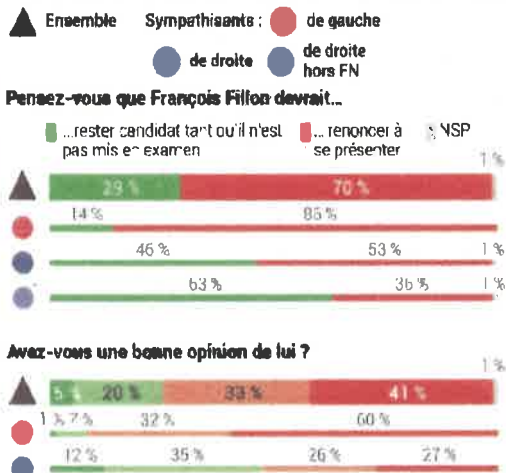


Mapé sous les vitres et les caméras, le 2 février à Liart, dans les Ardennes. Remi Wafflard

« C'est trop tard maintenant. Mon retrait poserait un problème démocratique majeur. La locomotive est lancée, rien ne peut l'arrêter, j'ai jusqu'au bout ! », a lancé François Fillon en petit comité, jeudi, tandis que Thierry Solère, l'un de ses porte-parole assurait qu'il y a « un temps judiciaire et un temps politique ». « La droite est à présent rassemblée pour faire campagne », a répété M. Solère sans doute dans l'intention d'isoler ou de réduire ceux qui exprimeraient un avis contraire ou s'interrogerait, à l'instar du maire d'Épernay (voir par ailleurs) sur l'utilité de maintenir un candidat affaibli.

Depuis quelques jours, la réplique organisée par les instances du parti tente donc de délaïser le champ judiciaire pour réinvestir le terrain politique. D'où les réunions et meetings organisés en rafales, jeudi et hier soir, aux quatre coins de France dont la rencontre de Priory, jeudi, avec Jérôme Chartier. François Baroin, lui, était à Toulouse, Valérie Pécresse à Nantes, Xavier Bertrand et Gérard Longuet à Avignon et Alain Juppé à Toulouse... « Ne nous payons pas de mots, cela ne va pas être simple, cela va être dur ; il va falloir travailler pour remonter la pente », a concédé le maire de Bordeaux exprimant tout haut ce que beaucoup, sans doute, pensent tout bas.

7 SONDÉS SUR 10 POUR LE RETRAIT DE FRANÇOIS FILLON



Source : Enquête Odora pour France info réalisée auprès de 1 001 Français interrogés par Internet les 8 et 9 février 2017

ALIMENTATION

La Région proposent de « manger local »

HAUTS-DE-FRANCE La Région lance une vaste campagne pour favoriser les approvisionnements de proximité.



Installé dans le Nord - Pas-de-Calais et à Amiens, les établissements Charlet, un grossiste en fruits et légumes, jouent à fond la carte de la proximité.

Bien plus qu'un effet de mode, il s'agit à la fois de répondre à un vrai besoin des consommateurs et de garantir au secteur agricole en crise des débouchés rémunérateurs. La Région Hauts-de-France a décidé de favoriser l'approvisionnement local dans la restauration. Elle vient d'adopter un dispositif nommé « La Région mange local » doublé d'un plan de communication « Je mange local... et vous ? ». Objectif : porter la part de l'approvisionnement local à 70 % pour les restaurants des lycées, dont 10 % de produits bio, à l'horizon 2021. Ce faisant la Région vise aussi la restauration privée : « L'implication des restaurateurs dans cette démarche permettra de valoriser les produits régionaux et l'approvisionnement de proximité, rappelait récemment Marie-Sophie Lesne, vice-présidente chargée de l'agriculture, devant un parterre de professionnels de la région. Il y a ici, comme partout, un réel attachement

au patrimoine culinaire qu'il faut faire fructifier... »

« L'idée, c'est de s'approvisionner dans un périmètre de 30 à 50 km, rappelle Bruno Gattino, responsable de la société Charlet, grossiste en fruits et légumes en Nord - Pas-de-Calais et à Amiens qui joue à fond la carte de la proximité. Ce serait une hérésie d'aller chercher plus loin. Quand on les interroge, huit convives sur dix dans les restaurants, sont à la recherche de produits locaux... »

.....
« Le principal frein demeure aujourd'hui la question de la linéarité des approvisionnements »

Marie-Sophie Lesne

Reste, une fois l'objectif posé, le plus compliqué : permettre une rencontre entre l'offre et la de-

mande. Pour y parvenir, la Région entend « massifier » la demande en produits de proximité et accompagner la structuration de l'offre agricole et alimentaire. Il s'agit notamment d'accroître le nombre d'exploitations engagées sur ces marchés, condition *sine qua non* de l'indispensable augmentation des volumes commercialisés. « Le principal frein demeure aujourd'hui la question de la linéarité des approvisionnements, indique Marie-Sophie Lesne. Les acheteurs veulent être sûrs d'être livrés dans les quantités voulues. Surtout quand il s'agit de collectives... »

Cette démarche de la Région s'appuie sur un recensement des marchés potentiels à l'échelle du territoire des Hauts-de-France. Un travail engagé déjà par la chambre régionale d'agriculture qui a réalisé une cartographie permettant de géolocaliser les producteurs les plus proches. Beurre fermier, fromage, légumes, viandes, cidre, produits finis... Les adresses ont été fournies par des chefs de cuisine, un gage de qualité. Une plateforme Web dans chacun des cinq départements permet ensuite une mise en relation entre les producteurs dûment labellisés, et les acheteurs. Le genre d'initiative que la Région rêve de multiplier pour que le marché, aujourd'hui notoirement insuffisant, soit capable demain de fournir aussi bien la restauration privée que la restauration collective. C'est le sens de l'AMI, appel à manifestation d'intérêt, lancé par la Région qui espère bien à terme, faciliter l'accès des consommateurs aux produits labellisés « Hauts-de-France ». Et parvenir parallèlement à une autre répartition de la valeur ajoutée dans la filière. En clair, permettre aux producteurs de vivre enfin de leur métier. ■ PHILIPPE FLUCKIGER

INTERCOMMUNALITÉ

Le sud pourrait grappiller vers le nord

SUD DE L'AISE Jacques Krabal se succède à lui-même, à la tête d'une structure qui pourrait s'élargir.

LES FAITS

• **Jacques Krabal** est redevenu président de l'union des communautés de communes du sud de l'Aisne (UCCSA). Cette structure regroupe la communauté d'agglomération de Château-Thierry et la communauté de communes de Charly-sur-Marne.
• **L'UCCSA** sert notamment de périmètre pour recevoir des subventions de la part de l'Europe, l'État ou encore la Région. Un périmètre qui pourrait s'élargir sur Villers-Cotterêts et Vailly/Oulchy. C'est en tout cas la volonté de la région Hauts-de-France.



Neuf vice-présidents sont sortis des suffrages des délégués.

Un nouveau président pour l'union des communautés de communes du sud de l'Aisne (UCCSA). Jacques Krabal succède ainsi à Jacques Krabal ! La récente période de la création de la communauté d'agglomération a obligé « à rebattre les cartes », indique le député-maire de Château-Thierry.

Rappelons que l'UCCSA est composée désormais de la communauté d'agglomération de la région de Château-Thierry (CARCT) et de la communauté de communes de Charly-sur-Marne (CCCM). Avec pour chacune de ces collectivités 16 titulaires et 16 suppléants. Ce qui permet d'ailleurs de soulever un réel déséquilibre en termes de représentation, puisque la comm d'agglomération aligne 55 000 habitants et la CCCM quelque 16 000.

ÉRIC MANGIN ÉCARTÉ

Jeudi soir au Ru Chailly à Fossoy, Georges Fourré présidait la séance en tant que doyen d'âge. Il a appelé les candidats. Jacques Krabal donc, mais aussi Éric Mangin, maire de Crézancy, ex-candidat à la présidence de la communauté d'agglomération, mais battu par Étienne Hay et désormais premier vice-

président de la CARCT. Un beau duel s'annonçait, mais c'était sans compter avec une disposition interdisant qu'un vice-président (en l'occurrence le premier de la communauté d'agglomération de la région de Château-Thierry), puisse aussi être président d'une autre structure intercommunale de type de l'UCCSA. Exit ainsi Éric Mangin. Seul candidat, l'ancien président a précisé les contours du nouveau mandat sollicité : « continuer l'action entreprise par le collectif. » À travers toujours l'obtention de financements, comme le programme Leader, le prochain contrat de ruralité avec l'État (1 million d'euros), ou encore le contrat d'objectifs, avec la région Hauts-de-France.

COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT

Jacques Krabal a ensuite été élu par 25 voix sur 32 votants. Mais le nouveau président a aussi précisé que le territoire de l'UCCSA devrait certainement s'élargir, sur Villers-Cotterêts ou encore Vailly-sur-Aisne/Oulchy-le-Château. Une extension de l'aire géographique souhaitée par la région Hauts-de-France, pour faciliter à partir de

Lille les obtentions de subventions aux territoires.

Après de multiples passages par les isolements, les vice-présidents ont alors été élus : le premier est Olivier Devron, pour l'administration, les finances, la gestion des locaux et le PETR ; le second est Georges Fourré, pour les services à la population, le CLIC, l'intégration des malades Alzheimer ; le troisième Jean-Marie Turpin pour les infrastructures et l'économie ; le quatrième Madeleine Gabriel pour les circuits courts, l'agriculture et la viticulture ; le cinquième Brigitte Mary pour les services à la population, la jeunesse et l'enfance ; le sixième Antoine Viet à l'environnement (élu contre l'écologiste Marc-Hervé Rey) ; le septième Bruno Lahouati à la culture, au tourisme et au patrimoine ; le huitième Olivier Casside pour le suivi du contrat de ruralité, du programme Leader et des autres dispositifs. Enfin, André Simon a été élu neuvième vice-président à la communication, à l'information et aux relations avec le comité de développement.

● MICHEL MAHNEVRET

RÉFORME TERRITORIALE

La CGT Insee dénonce les promesses oubliées

HAUTS-DE-FRANCE Le syndicat estime que le fragile équilibre entre Lille et Amiens a été rompu.

Un an après la création de la nouvelle entité territoriale, quel est réellement l'impact de la fusion des deux régions, au-delà des engagements pris par l'État sur une juste répartition des services et emplois entre l'ex-Nord-Pas-de-Calais et la Picardie ? À cette question bien compliquée - l'État réfutant systématiquement les chiffres avancés notamment par la ville d'Amiens - la CGT de l'Insee apporte sa réponse. Plutôt accablante pour l'État accusé de ne pas remplir ses engagements en matière d'équilibre des emplois et de redéploiement des services. Décryptage à partir de deux exemples, l'Insee et la Draaf.

ON FAIT « DISPARAÎTRE » LES TÉMOINS

Si l'on en croit le syndicat, les organisations décidées fin 2015 et qui fondaient l'équilibre entre territoires, ont toutes été remises en cause. En toute discrétion, affirme la CGT : « La première étape consiste à changer les directeurs. Ce fut le cas à l'Insee, tant à Amiens qu'à Lille, mais aussi à la Direction de l'Agriculture et de la forêt (Draaf), dont le siège régional est à Amiens. Cela per-

met de faire disparaître les témoins qui ont fait des promesses et obtenu ainsi la paix sociale ».

2 ON REMET EN CAUSE LES ENGAGEMENTS

Seconde étape, si l'on en croit la CGT, l'État profiterait du changement de personnes pour remettre en cause les engagements pris. « Les nouveaux venus ne se sentent pas tenus par les promesses des prédécesseurs. On accélère alors le mouvement de convergence vers Lille, indique Patrick Le Scouëzec, responsable de la section syndicale de l'Insee. Cette tendance est intégrée par l'encadrement supérieur qui, bien qu'en poste à Amiens, passe la moitié de son temps à Lille ».

3 ON OUBLIE LA PÉRIPHÉRIE

C'est une constante dans ce pays ultracentralisé qu'est la France : quand on n'est pas au cœur du système, on n'existe pas. C'est ce qui semble se passer pour les fonctionnaires basés à Amiens, loin du saint des saints lillois : « Si l'on n'est pas dans le sésail lillois, on n'est plus écouté. Il y a donc ce sentiment de ne plus exister. Ce phénomène est patent : il ne concerne pas



Plus agricole, la Picardie avait obtenu la direction de l'agriculture et de la forêt. Mais cette dernière serait progressivement vidée de sa substance, dit la CGT.

que l'Insee et la Draaf, mais aussi la Direccte ou la Dréal. S'ensuit la tentation de transférer de nouveaux emplois d'Amiens vers Lille, transferts mis en pratique dès que l'occasion se présente. »

4 ON ACCÉLÈRE LES ÉCHÉANCES

Pour la CGT, deux faits récents viennent étayer cette analyse. La fermeture du service des études et de la diffusion à l'Insee d'Amiens : prévue fin 2018, elle aura lieu avec 18 mois d'avance, mi-2017. De son côté, la Draaf profiterait de mouvements de personnels pour transférer son pôle col-

lecte (son service d'enquêtes) d'Amiens vers Lille. « Pourtant, cette localisation faisait partie de l'équilibre des tâches instauré entre les deux villes dans le cadre de l'installation à Amiens du siège de la direction régionale », rappelle Patrick Le Scouëzec qui voit là « une façon d'amorcer le transfert du service statistiques à Lille ».

5 CONFORME À L'ESPRIT DE LA RÉFORME

Conséquences : selon la CGT, la fusion a bien un impact sur l'emploi public en Picardie, mais aussi pour conséquence de focaliser sur

les questions de niveau régional et métropolitain. Le niveau local, voire départemental, n'étant plus source d'intérêt. Pour le syndicat, cette concentration menée insidieusement nuit au besoin de proximité. Illustration avec la Draaf et un déplacement du centre de gravité vers Lille, en dépit du caractère plus agricole de la Picardie. Regrettable pour dette dernière, mais finalement assez conforme à l'esprit de cette réforme territoriale qui organise l'espace autour des régions et des métropoles de « dimension européenne ». ■

PHILIPPE FLUCKIGER

BELLICOURT

En attente de subventions

La création d'une nouvelle déchetterie est un des projets envisagés.

Les élus des 54 communes de la communauté de communes du Pays du Vermandois (CCPV) se sont réunis mercredi 15 février à l'occasion du conseil communautaire. L'ordre du jour a tourné autour d'un grand thème : les finances. En préambule, le président Marcel Leclère a soumis au vote une subvention, accordée depuis 2008 aux écoles de musique intercommunales du territoire de Bohain, Vermand et le centre de musique actuelle de Fresnoy-le-Grand. Les élus ont attribué 10 000 euros annuels à chacune. La CCPV a procédé à une demande de financement pour la construction d'une nouvelle déchetterie à Bohain-en-Vermandois.

« Le préfet nous a mis en demeure d'effectuer les travaux de remises aux normes préconisés par les services de l'État »

Marcel Leclère

« À la suite de visites de la Direction régionale aménagement logement, le préfet nous a mis en demeure d'effectuer les travaux de remises aux

normes préconisés par les services de l'État sur les trois déchetteries », a indiqué le président. L'agrandissement de la déchetterie de Bohain n'est pas envisagé pour des raisons techniques. Il a donc été proposé au conseil de solliciter des subventions pour la création d'une nouvelle déchetterie sur la ZAC Moulin-Mayeux pour un montant estimé à 1 563 000 euros. Pour celle de Vermand, l'objectif est d'acquérir deux parcelles jouxtant l'actuelle déchetterie avec des travaux s'évaluant à 586 000 euros. À Joncourt, il s'agira de créer une réserve incendie avec éventuellement l'achat de terrains. « Nous sommes à l'étape de demandes de subventions auprès des différents financeurs possibles », a précisé Marcel Leclère.

Ce dernier s'est ensuite tourné vers un plan qui permettait de visualiser la zone du Moulin Mayeux à Bohain-en-Vermandois, en vue d'une création de voirie à travers là aussi une demande de financement. La CCPV a prévu de continuer l'aménagement de la ZAC communautaire en poursuivant des travaux de voirie dont le montant s'évalue à 272 000 euros pour la création d'une première raquette à l'ouest de la zone, 867 000 euros pour l'extension de la voirie



La mise en place de plusieurs projets est liée à l'attribution de subventions.

dans le haut de la zone, et 457 800 euros pour la création d'une voirie et d'une autre raquette sur la partie sud de la zone. « Ce ne sont là que des demandes de financement. Il

ne faut pas prendre ces projets comme argent comptant », rappelle le président. Pour conclure la séance, le secteur enfance-jeunesse a soumis au vote la reprise

en régie directe de l'accueil de loisirs sans hébergement d'Étreillers durant le mois de juillet. Les élus ont voté dans ce sens à l'unanimité. ■

SOCIAL

LA FERMETURE DE LA DOUANE EST ANNULÉE

HIRSON Le tribunal administratif de Montreuil a prononcé son jugement hier.

LES FAITS

- **En 2012**, un avis de fermeture est rendu pour le poste de douane d'Hirson, situé à la frontière franco-belge avec Macquenoise.
- **En mars 2016**, le syndicat CFDT des douanes annonce cette fermeture pour le 31 décembre suivant.
- **Fin août**, le tribunal administratif de Lille conteste le caractère décisoire de l'avis de 2012.
- **Le 3 octobre**, la directrice des douanes prend un arrêté annonçant la fermeture au 31 décembre.
- **Le 26 octobre**, cet arrêté est suspendu. Une suspension elle-même annulée quelques semaines plus tard.
- **Le 17 février 2017**, la décision de fermeture est annulée par jugement.

Le poste de douane d'Hirson ne ferme plus. C'est ce qu'a décidé hier le tribunal administratif de Montreuil.

Une décision prise le 3 octobre par la directrice générale des douanes et droits indirects, Hélène Crocqueville, indiquait que : « La brigade

de surveillance intérieure d'Hirson (direction générale de Picardie) est fermée à compter du 31 décembre 2016 ». Fin octobre, la justice suspendait cet arrêté, avant de lui redonner cours en décembre. Après une audience finale il y a deux semaines, le 3 février, le tribunal a rendu son jugement définitif hier : « La décision de la directrice générale des douanes et droits indirects du 3 octobre 2016 est annulée ».

Aux élus locaux
"d'aller au feu s'ils veulent garder la brigade sur le territoire"

David-Olivier Caron, CFDT Douanes

C'est la section des Hauts-de-France de la CFDT Douanes qui avait porté l'affaire au tribunal et contesté cette décision. Son secrétaire, David-Olivier Caron, n'a pas encore reçu les détails et motivations du jugement, il n'a pu consulter que les quelques mots cités plus haut, par internet. Mais il pense avoir obtenu gain de cause pour les mêmes raisons que lors de la suspension d'octobre : « un vice de forme dans la prise de dé-



La brigade de douane d'Hirson comporte quatre agents, qui sont plus souvent « volants » sur les routes qu'à l'intérieur du poste.

cision ». L'arrêté actant la disparition de la brigade d'Hirson était, selon lui, à la fois arrivé trop tard et trop tôt. Trop tard, car quatre ans après l'avis de fermeture, prononcé en 2012. « Le contexte n'était pas le même, il n'y avait pas eu d'attentat », justifie le secrétaire interrégional de la CFDT Douanes. Trop tôt, car seulement deux mois avant la date d'exécution. C'était aussi l'avis donné par le rapporteur public lors de l'audience. Un avis qu'ont donc suivi les juges. En attendant cette décision sur le fond rendue par les juges hier, les agents d'Hirson avaient été « ratta-

chés administrativement à Maubeuge mais gardaient leur prise de fonction à Hirson », d'après le syndicaliste. Il affirme que les douaniers auraient été « mutés physiquement » en septembre, si la justice avait tranché en faveur de la Direction des douanes.

PRENDRE LA FERMETURE À ZÉRO ?

« On est très satisfaits », se réjouit David-Olivier Caron. Mais il compte bien faire part de la décision de justice aux élus locaux. « À eux d'aller au feu s'ils veulent garder la brigade sur le territoire », lance-t-il. Car il sait que la Direction peut décider de relancer la procédure de fermeture,

dans les règles. Un processus qu'il estime pouvoir durer deux ans. « Vont-ils oser dans le contexte politique actuel ? », s'interroge-t-il, allant jusqu'à assurer que pour être véritablement fonctionnelle, la brigade d'Hirson devrait plutôt être renforcée, passant de quatre agents à une dizaine.

Contactée, la Direction régionale des douanes de Picardie n'a pas souhaité réagir au jugement prononcé par le tribunal pour le moment, affirmant n'avoir pas encore été prévenue par la Direction nationale de cette décision de justice. ■

CLAUDE MARTIN-DELOZANNE

ENVIRONNEMENT

Contre l'unité de compostage à Achery

LA FÈRE Le conseil municipal vient d'émettre un avis négatif quant à l'extension de l'unité de compostage.

Lors du dernier conseil municipal de La Fère, une délibération a particulièrement retenu l'attention des élus : l'avis à émettre quant à l'extension de la plate-forme de compostage d'Achery. Si le sujet a déjà soulevé pas mal d'interrogations (notre édition du 8 février dernier), du côté des élus aussi les questions étaient nombreuses. Maurice Thuet, adjoint aux travaux et à la prévention sécurité, a exposé au maire, Raymond Deneuille et à l'assemblée, le rapport des mesures olfactives, car la structure est située en limite de territoire laférois. 32 points de contrôle ont été pris en compte et il semblerait que les points de captage soient raisonnablement éloignés. Toujours est-il que les élus se sont prononcés défavorablement au projet, à la quasi-unanimité.

Le site se trouve à plusieurs centaines de mètres des premières habitations

Il permet à ce jour de traiter 10000 tonnes de matières premières par an. Les exploitants, Gérard Laurent, Damien Réal et la coopérative céréalière



L'adjoint Maurice Thuet a exposé au maire et à l'assemblée le rapport des mesures olfactives d'Achery.

Céréna souhaite traiter à l'avenir, 803000 tonnes de matières premières à l'année, ce qui classerait le site sous le régime de l'autorisation au titre des rubriques déchets non dangereux et matières végétales et réglementation du bio-gaz. Des termes qui effraient sans nul doute. Martine Rozelet, adjointe à la culture et au patrimoine, aurait jugé judicieux de visiter le site et de s'infor-

mer davantage avant de prendre une décision, quand d'autres élus estiment que le taux de peuplement peu élevé de l'Aisne n'était pas une raison suffisante pour accueillir davantage de structures de traitement de déchets, souvent venus tout droit de Belgique. À croire que l'affaire des 41 fûts de dioxine, retrouvés dans une maison d'Anguilmont-le-Sart est toujours dans les mémoires. ■

ENVIRONNEMENT



ODEURS ET AUTRES DÉSAGRÉMENTS

La pétition tourne à Achery, Anguicourt, Moyet. Les habitants en colère sont heureux de voir que le conseil général s'est prononcé défavorablement au projet d'agrandissement. Ils veulent croire que le conseil municipal d'Achery aura la même position le 2 mars.

ACHERY Non au projet d'extension de la plate-forme de compostage !
Les habitants en colère, constitués en collectif, font tourner une pétition.

Signez et bouchez-vous le nez ! Après la réunion publique sur le sujet (notre édition du jeudi 9 février), les opposants à l'agrandissement du site de compostage de la société PCVF font tourner une pétition qui sera remise au commissaire-enquêteur au dernier jour de l'enquête publique, le 24 février. Constitués en collectif - Bien vivre à Achery et dans ses environs - ils comptent aujourd'hui 240 signatures : « L'inquiétude persiste chez les habitants. Toutes les questions

sensibles n'ont pas été abordées, des questions ont été posées sans avoir de réponse satisfaisante de la part de l'entreprise. »

L'OLFACTIF ET LE RESTE

Les riverains en colère ajoutent : « Le projecteur a été mis sur les problèmes olfactifs, qui sont importants, mais c'est aussi l'arbre qui cache la forêt, car il y a des problèmes plus importants à soulever, avec notamment le trafic routier à attendre de cet agrandissement. Selon les cas de figure, on peut arriver à 100 pas-

sages de camions par jour, avec les nuisances sonores, les risques d'accidents, en particulier pour les enfants, et sachant que la route n'est pas adaptée à un tel trafic ! »

« Pourquoi ces fientes font 200 km pour venir être traitées chez nous ! »

Un membre du collectif

Les habitants inquiets parlent aussi d'un risque de contamination par les matières premières « non

hygiénisées » qui arrivent de Belgique (lisier porcin et fumier de volailles). « Au vu de ce qui se passe dans le Sud-Ouest, la grippe aviaire est dans les esprits... Pourquoi ces fientes font 200 km pour venir être traitées chez nous ! »

MOUCHES ET TAURILLONS

Outre cela, les odeurs et le trafic routier, les pétitionnaires évoquent les risques de pollution de l'eau et de la nappe phréatique et la pollution de l'air, « et des risques d'incendie à travers l'émis-

sion de gaz, en particulier le méthane, gaz hautement inflammable et à effet de serre... »

Et puis il y a la peur de voir concrétisé dans la foulée un projet d'élevage de 400 taurillons, « dans les tiroirs de l'entreprise, » ainsi que le risque d'une dévalorisation des maisons au royaume des mouches. « Nous ne sommes en guerre contre personne mais nous ne voulons pas que l'image du village s'en retrouve détruite, nous ne voulons pas qu'Achery soit une poubelle. » ■

FRANÇOIS FÉNE

Une nouvelle route pour les poids lourds

CHÂTEAU-THIERRY L'embranchement à partir du giratoire du CD 1 permettra qu'ils évitent les Blanchards.

LES FAITS

• **La nouvelle route** qui relie le giratoire des Blanchards sur le CD 1 à celui déjà aménagé aux abords de la piscine ouvrira au mois de mai. Elle s'inscrit dans le développement de cette zone industrielle, commerciale et de loisirs, avec notamment le centre aquatique.

• **Les poids lourds** devront obligatoirement l'emprunter pour rejoindre la zone de la Moiserie, afin d'éviter de contourner le quartier des Blanchards par la route d'Étrépilly. Quartier où l'on trouve d'un côté les blocs et de l'autre la zone commerciale.

un second giratoire, déjà constitué et situé, lui, entre le centre Citélium et l'Entrepôt du bricolage.

Sous la maîtrise d'ouvrage de la SEDA, les travaux viennent d'être présentés par la communauté d'agglomération de la région de Château-Thierry (CARCT), mais aussi par la Ville, qui finance, elle, les liaisons douces. La justification de cette obligation que devront respecter les poids lourds est facile à comprendre : beaucoup de piétons fréquentent le début du quartier des Blanchards, ne serait-ce que pour aller faire leurs courses sur la zone commerciale. Inutile donc d'y multiplier des véhicules à gros tonnages, qui ne feront qu'accroître les risques d'accidents.

RUES ET GPS

Il y a quelques années, avec la perspective de l'installation du centre aquatique, de telles mesures avaient été envisagées. Surtout que depuis la zone prend sans cesse de l'ampleur : venant de Charly-sur-Marne le champagne Charpentier est annoncé tout au fond de la zone, de même que le bowling, le laser game autour de la piscine, et certainement un restau-

rant et un hôtel.

Sans oublier les entreprises déjà existantes, comme bien sûr Novacel. Respectivement président de la CARCT et député-maire, Étienne Hay et Jacques Krabal ont rappelé les grandes lignes de ces travaux.

Des changements qui s'illustreront également par le baptême de ces nouveaux axes. Ce qui permettra de référencer ces modifications géographiques dans les GPS utilisés par les chauffeurs de poids lourds. D'autre part, des arbres seront aussi plantés.

L'extension de la zone de la Moiserie entraîne ainsi une modernisation de ce quartier. Sollicité par un habitant pour améliorer la qualité de l'éclairage, et donc réduire les risques d'insécurité, Jacques Krabal a toutefois apporté une réponse inattendue : « Vous savez, dernièrement, j'assistais à une réunion d'une association de défense de l'environnement, où l'on m'a fait remarquer que certaines zones étaient trop éclairées ! »

Cependant, avant l'éclairage, un distributeur de billets, attendu depuis longtemps, devrait enfin être installé aux abords de la boulangerie. ■ MICHEL MAINNEVRET

Venant de l'A 4, les poids lourds devront obligatoirement emprunter la nouvelle route ouverte sur le rond-point des Blanchards, et non plus faire la boucle par la route d'Étrépilly, pour revenir ensuite sur la zone de la Moiserie. Sur les hauteurs de la ville, le plan de circulation pour les camions est en plein bouleversement. Tout cela devrait être terminé pour fin mai. Le giratoire des Blanchards débouche sur

CANTON D'HIRSON/AUBENTON Les maires des communes dépendant de la brigade d'Hirson ont chacune leur gendarme référent. Comment fonctionne ce dispositif ?

À chaque gendarme son ou ses villages. La brigade d'Hirson a mis en place le dispositif des gendarmes référents depuis plusieurs années. Le principe : le maire de chaque commune a un interlocuteur privilégié parmi les effectifs. « C'est pour eux un référent vers lequel se tourner, commente Michaël Hollard, le commandant de la compagnie de gendarmerie de Vervins, dont fait partie la brigade d'Hirson. Le commandant ne peut pas être partout ! »

Les gendarmes sont chacun référent d'une ou deux communes, pas plus. « Le contact avec l'Élu se fait au minimum une fois par mois, précise la lieutenant Vanessa Luziole, commandant de la brigade d'Hirson. C'est vraiment un échange ! »

L'EXEMPLE DE SAINT-CLÉMENT

Depuis son arrivée à la brigade début novembre, le gendarme Adrien Galle est devenu le référent des communes de Saint-Clément et d'Éparcy. « Nous essayons de prendre attache avec les maires le plus souvent possible, explique-t-il. Nous prenons des renseignements sur l'ambiance du village, pour savoir s'il n'y a pas de problème particulier. » Les maires l'informent des nouveaux résidents de la commune, de ses projets, mais aussi de tout ce



"Nous prenons des renseignements sur l'ambiance du village, pour savoir s'il n'y a pas de problème particulier"

Adrien Galle, gendarme

qu'ils ont pu entendre dire, sur des tentatives de vol par exemple, ou des individus suspects repérés.

Pour le gendarme Galle, ce contact est précieux car face aux gendarmes « les gens ont maintenant tendance à se taire. Mais le bouche-à-oreille remonte jusqu'au maire. » Et les informations lui servent « au jour le jour, assure-t-il. Entendre des choses nous permet de retrouver ou d'identifier des auteurs d'infraction. Ce sont des possibilités de faire avancer des enquêtes. »

Dans un petit village comme Saint-Clément, son attention se porte aussi particulièrement sur les fermes agricoles, « cibles potentielles de vols ». Tout comme le maire, le

militaire est issu du milieu agricole. Ils savent de quoi ils parlent. En plus de repérer les comportements inhabituels autour des exploitations, leur objectif est de faire de la prévention auprès des agriculteurs.

"VISION DE LA RÉALITÉ DÉFORMÉE"

Même si les habitants ne savent pas forcément qu'il est le référent de leur village, Adrien Galle considère que ces relations avec leur porte-parole, le maire, permettent de retrouver une « proximité perdue avec les gens ». Il assure profiter aussi de patrouilles dans les communes, mises en place quand la brigade n'est pas retenue sur trop d'inter-

ventions à la fois, pour discuter avec eux.

« Quand on est dans un véhicule de gendarmerie, c'est le monde de Oui-Oui, reprend le commandant de la compagnie de Vervins, Michaël Hollard. Notre vision de la réalité est déformée. Et si nous voulons arriver à des résultats, il faut récupérer les informations qui existent. Parce qu'ils les ont, les gens ! Cela nécessite des liens de confiance, ils ont peur des représailles. Et c'est après un certain nombre de discussions sur la pluie et le beau temps qu'on instaure un climat de confiance. Le retour de la population, c'est une mine d'or pour nous. » ■ CLAUDE MARTIN-DELOZANNE

UNE VOLONTÉ DE PROXIMITÉ

La « proximité perdue avec la population », c'est le leitmotiv du discours des gendarmes aujourd'hui, et particulièrement du commandant de la compagnie de Vervins, Michaël Hollard. « Nous cherchons toujours à renforcer le contact avec la population, c'est un effort, une vraie priorité, avançait-il dans son discours lors de l'inspection annoncée de la brigade d'Hirson, il y a quelques jours. C'est notre intérêt d'être au milieu, avec la population et les élus. » À l'issue de cette cérémonie, il soulignait l'étendue du territoire couvert par sa compagnie : « 1 300 km², 60 000 habitants, pour trois patrouilles au maximum à l'instant T. » Il décrit le contact avec la population comme sa « seule marge de manœuvre. Je ne peux pas multiplier les effectifs par 10 ! »

En plus du dispositif des gendarmes référents, et des patrouilles les plus régulières possibles dans tous les villages du canton, la compagnie tente d'innover pour trouver d'autres moyens de recréer le lien. Ce sera le cas notamment à partir du 1^{er} mars, avec la brigade de Sains-Richaumont, où les militaires seront dédiés à la proximité. Un dispositif en test dans 30 brigades de France, qu'est venu présenter le ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux, la semaine dernière.

TÉMOIGNAGE

"Facilitateur du travail de la gendarmerie"



MATHEU CANON MAIRE DE SAINT-CLÉMENT

« Je suis convaincu que c'est un lien indispensable. Ne serait-ce que pour l'aboutissement d'une enquête. Il faut avoir tissé un contact avec les gens pour connaître le terrain. Et l'échange est réciproque. Moi, cela m'apporte de mieux connaître le fonctionnement de la gendarmerie et des enquêtes, pour être encore plus attentif. Mon but n'est pas d'être un indicateur ! Mais un facilitateur du travail de la gendarmerie dans ma commune. Ce lien a toujours existé mais pas toujours structuré ainsi. Je ne peux pas connaître les 25 gendarmes, c'est bien d'avoir un contact privilégié. L'échange peut être une visite ou un coup de téléphone. Même s'il dure 15 secondes, on entretient le relationnel. »

HISTOIRE

LES PROCHAINES GRANDES HEURES DU CHEMIN DES DAMES

Le centenaire de la bataille du Chemin des Dames sera bientôt célébré. Voici les grandes lignes de cet événement d'envergure.

À SAVOIR

- Les cérémonies du centenaire du Chemin des Dames débutent le 18 mars à Coucy-le-Château.
- Elles connaîtront leur apogée le 16 avril avec la célébration de la tragique offensive Nivelle.
- La présence du président Hollande a été annoncée. Des délégations étrangères pourraient faire le déplacement.
- Ces manifestations d'ampleur nationale permettront de remettre en lumière le caractère décisif des combats qui se sont déroulés ici.

C'est, enfin, le temps de la reconnaissance, après de longues années d'oubli et de silence.

Le centenaire de la bataille du Chemin des Dames, c'est, finalement, une victoire tardive de la mémoire. Un lieu qui concentre de l'héroïsme mais aussi un esprit de révolte avec les mutins, ceux qui ne voulaient pas mourir pour rien. Un endroit complexe, entre Soissons et Laon, qui fascine étrangement, avec le calme qui règne dans les paysages, pourtant, bouleversés en profondeur par la guerre.

LA VIE À VAILLY-SUR-AISNE EN 1917

Trois jours durant, les 30 juin, 1^{er} et 2 juillet, Vailly-sur-Aisne se transformera en musée vivant du Chemin des Dames. Le dispositif est piloté par la mairie et la compagnie théâtrale en résidence, Nomades, avec le soutien du conseil départemental. Trois jours donc pour faire revivre une école de 1917, une caserne de sapeurs-pompiers ou encore un cinéma au temps de la Grande Guerre et rappeler, via des conférences, des expositions et des témoignages, qu'à côté de la ligne de front, dans une dizaine de communes, les civils ont, eux aussi, payé un lourd tribut aux hostilités. Début des festivités le vendredi 30 juin avec une pièce de théâtre, « 1914 », proposée par la compagnie Nomades à 21 h 30 en plein air à la Belle-Porte, devant la maison du général Vigné, celui-là même qui a conté les affres traversées par sa commune durant cette guerre. À 23 h 30, rendez-vous devant la mairie de Vailly pour un « mapping vidéo », sorte de diaporama géant projeté pendant 20 minutes sur la façade de l'hôtel de ville qui présentera le bâtiment tel qu'il était avant la guerre, puis tel que la guerre l'a laissé et enfin, l'hôtel de ville reconstruit comme on le connaît aujourd'hui. « Il ne faut pas oublier que 2017 correspond au 90^e anniversaire de notre libération et de notre reconstruction, à Vailly comme dans d'autres communes », explique le maire Amaud Battelfort. Les animations de samedi feront une large place aux spectacles de rue en centre-ville. Elles seront dupliquées à la salle culturelle, sous chapiteau ou à l'école des filles, le dimanche.

LE CHÂTEAU DE COUCY DYNAMITÉ

Tout commence les 18, 19 et 20 mars 1917 à Coucy-le-Château avec le dynamitage du château par les troupes allemandes. Le géant de pierre est touché au cœur, sans avoir perdu, d'ailleurs, de sa majesté. Un grand spectacle est prévu pour raconter cette douloureuse histoire. Des expositions et des conférences vont compléter ce panorama.

205 000 euros

C'est le budget prévu par le conseil départemental pour les événements liés au centenaire.

SON ET LUMIÈRE

Les 15 et 16 avril sont, sans doute, les jours les plus importants de ce centenaire. Le samedi, il y a l'arrivée de la randonnée cycliste Düsseldorf-Craonne et, à 13 heures, des concerts de groupes régionaux à Craonne. À 21 heures, un spectacle son et lumière « Le Chemin des Dames 1917-2017 » va illuminer Craonne.

C'est le 16 avril 1917 que l'offensive Nivelle avait débuté sur le Chemin des Dames. La fanfare répétait la Marseillaise pour une entrée triomphale à Laon dans la soirée. Les rêves de victoire se sont transformés en cauchemar. Ce dimanche 16 avril, une marche de 5 à 6 kilomètres débute à 5 h 45. À l'heure du sanglant assaut. Les cérémonies officielles,

sans doute en présence du président de la République François Hollande, seront retransmises à 10 heures de Craonne. À 11 h 30, la nouvelle œuvre de Haïm Kern sera inaugurée à La Caverne du Dragon après un moment de recueillement sur le Plateau de Californie. À 15 h 30, un concert est prévu avec François Guernier et d'autres artistes. Une seconde marche va commencer sur le champ de bataille dès 20 heures. Les habitants sont appelés à se rassembler à 20 h 30 pour une communion du souvenir dans chaque commune de l'Aisne. L'image est forte et belle. Une veillée spectacle est aussi orchestrée à la nécropole de Craonnelle à 22 h 30.

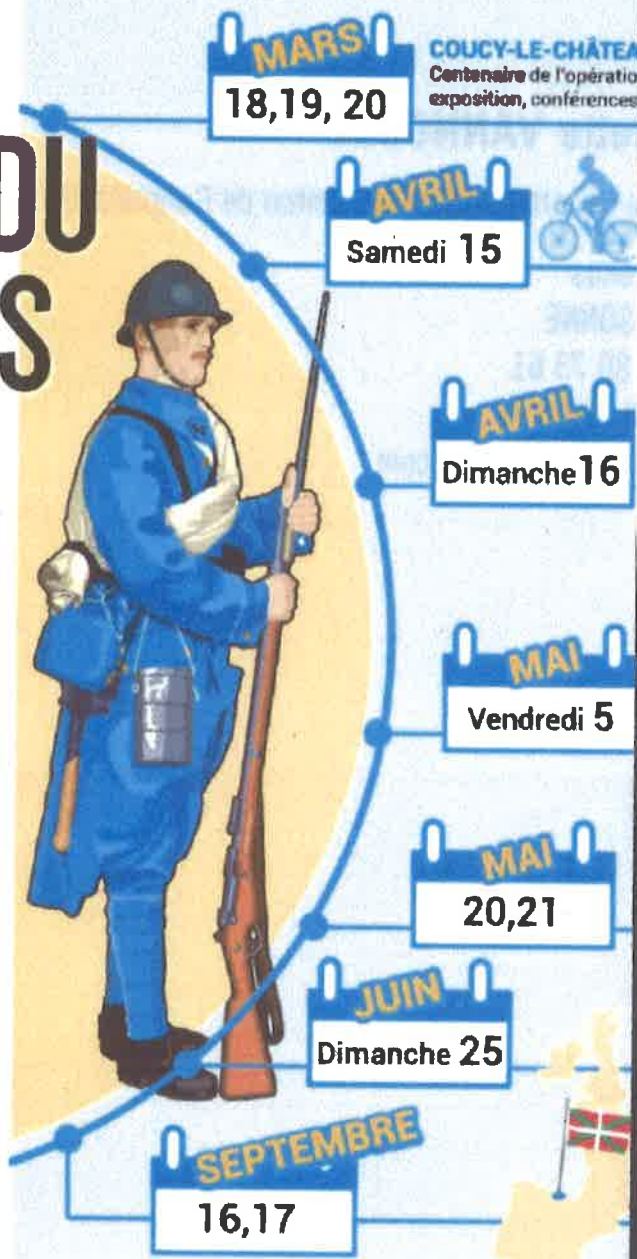
RASSEMBLEMENT DE COLLÈGES À CRAONNE

Un rassemblement de collégiens va se tenir le vendredi 5 mai à Craonne pour évoquer encore l'offensive Nivelle. Dans le monde entier, elle résonne comme une tragédie, une boucherie inutile. Mais des historiens, comme Denis Rolland, ont comparé les pertes humaines lors de cette attaque avec d'autres, lors de la Grande Guerre. « Elle a été moins meurtrière que Verdun et la bataille de la Somme », assure-t-il. Le débat est ouvert depuis... un siècle.

DES CHARS À BERRY-AU-BAC

Le 20 mai à 11 heures, sera organisée la cérémonie officielle au monument national aux morts des chars d'assaut de Berry-au-Bac. À 17 heures, une autre cérémonie aura lieu au jardin de mémoire du Moulin de Laffaux.

Le même jour ainsi que le lendemain, le 21 mai, dans le cadre de la manifestation intitulée « Camp des



chars français », une présentation sera faite des chars français de 1917 à aujourd'hui, accompagnée de deux cents spécialistes des reconstitutions historiques.

DES FLAMBEAUX À LA CAVERNE DU DRAGON

Une cérémonie autour des flambeaux de la mémoire sera organisée le 25 juin à l'intérieur de la Caverne du Dragon, un lieu, devenu musée à Oulches-la-Vallée-Foulon.

EN MÉMOIRE DES RUGBYMEN

Une génération entière de rugby-men a été décimée dans les

tranchées. C'est en mémoire de ce sacrifice moins connu qu'un grand week-end sous le signe de l'ovale sera organisé à Laon et à Craonnelle, les 16 et 17 septembre au monument des Basques. L'ancien capitaine de l'équipe de France de Rugby Jean-Pierre Rives et aujourd'hui artiste renommé, présentera à l'occasion de son Inauguration, l'une de ses sculptures monumentales.

AU FORT DE LA MALMAISON

À partir du 22 octobre et trois jours durant, des cérémonies franco-allemandes sont prévues dans les ruines du fort de la Malmai-

LES PRINCIPAUX RENDEZ-VOUS

- AUFFRIQUE

« Alberich » et de la destruction du château de Coucy, spectacle son et lumière « Re-Naissance »



CRAONNE

12 h : arrivée de la randonnée cycliste « Düsseldorf-Craonne »
13 h : concerts de groupes régionaux à Craonne
21 h : son et lumière « Le Chemin des Dames 1917 - 2017 » à Craonne

CRAONNE - CERNY-EN-LAONNOIS

Les autorités françaises, et celles des différentes nations ayant combattu sur le Chemin des Dames, se rassembleront pour un hommage solennel, 100 ans après. Une journée rythmée par différents points de rencontre et événements sur les lieux qui marquèrent l'offensive du 16 avril 1917



CRAONNE

Centenaire de la reprise de l'offensive, hommage des collégiens de Corbeny autour de la trace de l'œuvre de Haïm Kari, sur le plateau de Californie



BERRY-AU-BAC

« Camp des chars français » présentation de chars français de 1917 à aujourd'hui accompagnée de 200 reconstituteurs



OULCHES-LA-VALLÉE-FOULON

Cérémonie du Centenaire de la reprise de la Caverne du Dragon par les troupes françaises. Cérémonie aux flambeaux



CRAONNELLE

Cérémonie au monument des Baeques

148 GÉOGRAPHIE | L'ORDON



son et dans les villages environnants. La bataille de la Malmaison a constitué un moment décisif dans les affrontements du Chemin des Dames. ■ THIERRY DE LESTANGS PARADE et YVES KLEIN

LES AUTRES POINTS

Reconstitution d'un bivouac allemand à Vauxrezis

Le 18 et 19 mars, à la salle communale de Vauxrezis, de 10 à 18 heures, reconstitution par l'association Front Schwein d'un bivouac allemand avec infirmerie, cuisine roulante (par l'association Eperon 132 de Crouy), messe militaire, évocation du drame de La Carlette lors duquel neuf habitants du village ont été fusillés par les Allemands.

Présentation du roman "Une rose en automne"

À cette occasion en soirée, présentation du roman « Une rose en automne. Vauxrezis 1914 », édité par les Éditions à Contresens de Vauxrezis. Une exposition de photos allemandes du village occupé de septembre 1914 à la fin mars 1917 est également prévue. Une messe militaire sera organisée en l'église de Vauxrezis le dimanche matin.

3 QUESTIONS A...



JOSEPH ZIMET
MISSION
DU CENTENAIRE

"Une dimension nationale et internationale"

Quelle est la signification pour vous du centenaire de la bataille du Chemin des Dames ?

Le Chemin des Dames est une terre de mémoire, où le drame de la Grande Guerre, omniprésent et intact, se lit à ciel ouvert. C'est aussi une mosaïque de mémoires plurielles, parfois conflictuelles, toutes légitimes, qui ont été minutieusement entretenues depuis un siècle. Le centenaire de la bataille du Chemin des Dames sera un moment décisif qui révélera pleinement cette richesse et inscrira de façon durable ce territoire singulier dans le Panthéon des hauts lieux de notre mémoire nationale.

Quelle est la particularité de ce lieu à vos yeux ?

La particularité du Chemin des Dames est sans doute la rélegation dont sa mémoire a été injustement victime, au profit d'autres lieux ou d'autres

épisodes de la Grande Guerre jugés plus glorieux ou plus emblématiques. Le Chemin des Dames est une mémoire ardente qui aspire aujourd'hui à une pleine reconnaissance. Cela doit être notre objectif pour le cycle commémoratif qui s'ouvre au printemps. Le Chemin des Dames est la ligne de crête qui va nous faire basculer vers la fin du centenaire 14-18.

Pensez-vous que ce centenaire va, vraiment, prendre une dimension nationale et internationale ?

Le Chemin des Dames comporte déjà une dimension nationale et internationale compte tenu de son caractère emblématique. Le lieu retenu pour la cérémonie officielle le 16 avril prochain, à Cerny, est, à dessein, international : le cimetière allemand, avec ses 7 526 corps, la colonne britannique, les cinquante-quatre corps russes de la nécropole de Cerny-en-Laonnois et les tirailleurs africains et indochinois qui y reposent. La décision du secrétaire d'État Jean-Marc Todeschini de décentraliser le Comité ministériel à Laon le 22 février est une étape importante. L'État saura envoyer d'autres messages forts le moment venu pour rappeler toute l'importance du Chemin des Dames.

LE NETTOYAGE DES SITES A COMMENCÉ



Le hameau de Chevreux a été réhabilité l'automne dernier.

Ça y est, les préparatifs ont démarré. Les commémorations du centenaire arrivent à grand pas, la communauté de communes du Chemin des Dames a décidé de mettre ses atouts en valeur en coupant, débroussaillant, et débarrassant les sites touristiques qui ne manqueront pas d'attirer l'œil des visiteurs. « Pour cela nous avons fait appel à notre chantier d'insertion spécialisé dans les espaces verts », indique Jean-Paul Coffinet, le président de la communauté de communes. Il s'agit de douze personnes, dont quatre jeunes de moins de 25 ans issus de notre territoire, qui sont employés par la communauté de communes pour six mois, renouvelable jusqu'à deux ans. Nous les employons pour les aider à se réinsérer dans la vie professionnelle. Sans expérience, ils ont été formés par nos soins. Ils ont déjà nettoyé le hameau de Chevreux, le vieux Craonne, Troyon, Cerny-en-Laonnois et Chivy-Beaulne. Plus que de simples travaux de débroussaillage, ces travailleurs réalisent, sous la houlette de Jérémie Beroudiaux, de vrais travaux d'aménagement paysagers. « Ce sont des sites qui ont été oubliés et qui n'avaient pas été entretenus depuis des années. Nous y avons enlevé les ronces, avons parfois abattu des arbres, le tout pour mettre en valeur ces lieux de mémoire. » sûr que leur travail saura être apprécié des villageois alentours et des touristes venus pour les commémorations. PÉRILOPE MILMI

2/1

LE FILM QUI ÉNERVE LE FN

« Pauvre Marine Le Pen, qui est caricaturée par ce pot à tabac de Catherine Jacob. Un sacré navet en perspective », s'insurge le maire d'Hénin-Beaumont.

Une dirigeante d'extrême droite blonde, une petite ville du Pas-de-Calais : dans « Chez nous », Lucas Belvaux raconte la campagne pour les municipales d'un parti inspiré du Front national.

Au vu de la seule bande-annonce, Florian Philippot, vice-président du FN, s'était indigné début janvier : « Je trouve ça proprement scandaleux qu'en pleine campagne présidentielle, (...) on sorte dans les salles françaises un film qui est clairement anti-Front national. » Dixième long métrage au cinéma du réalisateur belge Lu-

cas Belvaux, installé en France depuis plusieurs décennies, ce film coécrit avec l'écrivain Jérôme Leroy, auteur du polar politique *Le Bloc* (2011), suit le personnage de Pauline. Il décrit avec finesse sa fulgurante ascension et les sentiments successifs qu'elle éprouve, du doute à la fascination face au discours flatteur et séduisant du Bloc patriotique, puis à la colère. Ce film, à la croisée du cinéma social et de la politique, s'intéresse en même temps aux rouages et à la rhétorique de ce parti, qui veut montrer une image respectable mais est rattrapé par son passé et ses composantes les moins acceptables.

"SURPRISE" PAR LA "BRUTALITÉ" DES RÉACTIONS DU FN

Aux côtés d'Émilie Dequenne, Guillaume Gouix incarne Stéphane, ancien amour de jeunesse de Pauline devenu un militant violent d'extrême droite, qui n'hésite pas à passer à tabac des immigrés. André Dussolier incarné un



"Marine Le Pen est l'une des sources d'inspiration, mais ce n'est pas la seule"

Lucas Belvaux

médecin, notable de la ville, à l'allure empathique et rassurante, qui entraîne Pauline vers le Bloc patriotique. « La France a besoin de gens comme toi », lui dit-il. La dirigeante du parti, blonde, à la forte carrure et au discours musclé, reste un personnage secondaire : elle est montrée lors d'un meeting, d'une conférence de presse ou de réunions avec son équipe. « Marine Le Pen est l'une des sources d'inspiration, mais ce n'est pas la seule », a as-

suré Lucas Belvaux, « *Pauvre Marine Le Pen, qui est caricaturée par ce pot à tabac de Catherine Jacob. Un sacré navet en perspective* », s'était insurgé sur Twitter le maire d'Hénin-Beaumont Steeve Briots, vice-président du FN.

Lucas Belvaux dit avoir été « surpris » par la « brutalité » des réactions du FN. « On est désigné tout de suite comme l'ennemi, et la parole n'est plus légitime », estime le réalisateur d'*Un couple épatant*, qui regrette qu'il n'y ait « pas beaucoup » de films sur le sujet. Il entend vouloir « participer au débat » avant la

présidentielle, estimant avoir fait un film « engagé » mais pas « militant ». « Ce n'est pas un film à charge contre le FN dans le sens où je n'invente rien », dit-il. « Je ne suis encarté nulle part, et le film n'appelle à voter pour personne. Donc dans ce sens, il n'est pas militant. Il est engagé dans le sens où il dit haut et fort ce que je pense. »

Pour lui, ce film est « une sorte d'état des lieux de ce qu'est ce parti aujourd'hui, et 90% de ce qui est dit est vrai ». « C'est scénarisé (...) Mais sur les situations, sur le fond du discours, c'est très proche de la réalité. » ■

LE SYNOPSIS

Ce long métrage se déroule dans une ville imaginaire du Pas-de-Calais baptisée Hénard, évocation limpide d'Hénin-Beaumont, fief du FN. Dans *Chez Nous*, Émilie Dequenne est Pauline Duhez, une infirmière à domicile qui vit seule avec ses deux enfants et doit s'occuper de son père, ancien métallurgiste communiste. Connue dans la ville et appréciée par ses patients, elle est approchée par des dirigeants d'un parti d'extrême droite, le Bloc patriotique. Elle se voit alors proposer d'être leur candidate, tête de liste aux municipales, aux côtés de la dirigeante du parti Agnès Dorgelle (Catherine Jacob). Au départ hésitante, Pauline va se laisser séduire par ce parti populiste dont elle pense qu'il peut aider les ouvriers.

LA FILMOGRAPHIE DE LUCAS BELVAUX

- **1991** : Parfois trop d'amour
- **1996** : Pour rire
- **2003** : Un couple épatant, Cavale et Après la vie (ces trois films constituent une trilogie, sur laquelle il a travaillé pendant plusieurs années, voir : Trilogie de Lucas Belvaux)
- **2006** : La Raison du plus faible
- **2009** : Rapt
- **2012** : 38 Témoins
- **2014** : Pas son genre
- **2017** : Chez nous

Union 19/102

SAINT-QUENTIN

La BBC s'intéresse au Front national

Un journaliste anglais a passé la journée d'hier avec des élus locaux du FN. Il mène une enquête sur l'engagement des jeunes en politique, notamment dans le parti de Marine Le Pen.

L'offensive de Mossoul, en Irak, est derrière lui. C'est sur un autre front que ce journaliste anglais de la BBC, habitué aux théâtres de guerre extérieurs, a jeté son dévolu, en vue de l'élection présidentielle française. Samedi 18 février, il a passé la journée avec des élus saint-quentinois du Front national. L'idée de son reportage est simple : le journaliste anglais s'intéresse à l'engagement des jeunes en politique, notamment au Front national. C'est par l'entremise du secrétaire de la section locale, Guillaume Wabont, parfaitement bilingue, que la rencontre a été organisée. « Le FN, c'est un parti qui monte, les sondages le disent », explique le journaliste. Voici quelques mois, il avait enquêté sur le parti populiste et eurosceptique AfD en Allemagne. Le sujet sur le FN sera du même acabit.

L'APRÈS-MIDI À BEAUREVOIR

Et ce qui intéresse au premier plan, c'est l'attrance des gens pour le Front national. Avant d'accompagner Sylvie Saillard, conseillère régionale FN et élue au conseil municipal de Saint-Quentin, le journaliste lui a demandé comment elle avait perçu le changement au Front national, de la génération Jean-Marie Le Pen à celle de sa fille, Marine. Réponse sans équivoque : « On a vu le changement, mais le fond reste le même. La priorité nationale, c'est indispensable. » Et de se souvenir de ses premières années au FN, « dans les années 2000 », où « on avait peur de s'engager, de s'afficher ». Ce temps-là est révolu depuis quelques années. Militants

200

En millions, le nombre potentiel de téléspectateurs que ce reportage de 10 minutes pourrait attirer sur les ondes et les différentes chaînes de télévision de la BBC.

comme sympathisants du FN sont décomplexés.

Près du marché, des badauds ignorent le tract aux couleurs de la carte vitale tendu par des militants FN. Document qui dénonce le projet de François Fillon sur la sécurité sociale. Un homme, accompagné d'une personne en fauteuil roulant, les alpague. À haute voix, il fusille : « Et qu'est-ce vous faites pour les personnes handicapées ? » Il est invité à se rendre à la permanence du FN. « Je passerai, je passerai. » Guillaume Badoix, l'instigateur de ce reportage, n'est pas peu fier de recevoir un journaliste étranger. L'après-midi, le reporter s'est rendu dans sa commune, à Beauvevoir. Un rendez-vous loin d'être anodin puisque le secrétaire de la section FN de Bohain - « la ville la plus pauvre de France », dit-il - lui a montré l'ampleur de la désindustrialisation avec ces friches industrielles à l'abandon depuis le départ des entreprises du textile. Il en ressortira de cette rencontre un reportage de dix minutes, diffusé probablement dans trois semaines, sur les ondes et les chaînes de télévision de la BBC. L'audience est internationale avec 200 millions de téléspectateurs potentiels. ■ GUILLAUME CADRÉ

POLITIQUE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

LA GAUCHE SCINDÉE EN TROIS BLOCS DISTINCTS

Emmanuel Macron, Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon : trois principaux candidats se disputent les faveurs des électeurs de gauche, avec un avantage fragile au premier.



Où d'Emmanuel Macron, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon parviendra à séduire les électeurs de gauche pour se propulser au second tour de la présidentielle ? AFP

MACRON. LE VOTE UTILE À GAUCHE ?
L'ancien ministre de l'Économie de François Hollande traverse une phase paradoxale. Ses meetings font souvent salle comble et il n'a jamais semblé autant en capacité de supplanter le candidat de la droite François Fillon pour le second tour, selon l'ensemble des sondages des dernières semaines. Mais cette position est fragile. D'abord, parce que cette avance diminue sensiblement si le président du MoDem François Bayrou se lance finalement. Ensuite, en raison de la volatilité de son électeurat. Selon plusieurs enquêtes, moins d'un de ses électeurs sur deux affirme que son choix est définitif.

encouragent à accélérer le pas. Le même membre du gouvernement reconnaît cependant que s'il parvient à creuser durablement l'écart avec le candidat socialiste Benoît Hamon, il bénéficiera à plein de l'effet « vote utile ». « S'il y a sept points entre les deux, ça change la donne. »

2 HAMON. LE RASSEMBLEMENT VARIE QUE VAILLE
Depuis sa victoire à la primaire de la Belle Alliance populaire, le 29 janvier, Benoît Hamon a hondi dans les intentions de vote. Pris en sandwich entre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, le candidat

socialiste a fait de sa capacité à rassembler à gauche un de ses principaux arguments. Son entourage et celui du candidat EELV, Yannick Jadot, font savoir qu'un accord entre eux pourrait être conclu « dans les prochains jours ». Les choses sont beaucoup plus difficiles avec Jean-Luc Mélenchon, qui souffle le chaud et le froid. Benoît Hamon ne croit, à vrai dire, pas à un retrait du candidat de La France insoumise, mais il espère bien récupérer ses électeurs, en lui faisant porter le costume du diviseur. Autre tâche délicate à laquelle est confronté le candidat : rassembler la famille socialiste sans se re-

nier, alors qu'il a combattu la politique du gouvernement ces deux dernières années. Dans ce domaine, un ministre accorde à Benoît Hamon un zéro pointé : regrettant qu'il n'ait pas choisi le secrétaire d'État Matthias Fekl comme directeur de campagne après l'avoir approché, il estime que le candidat n'a pas fait les gestes nécessaires pour ramener à lui les députés loyalistes. « Ses choix d'équipe de campagne sont des choix de retroquevilement », tranche-t-il.

3 MÉLENCHON. UNE DYNAMIQUE ENRAYÉE
Parti tôt en campagne, il y a un

an, le candidat de la gauche radicale arriverait en cinquième position au premier tour de la présidentielle, selon les sondages. Lui aussi affiche complet pour ses meetings, avec quelque 18 000 participants revendiqués à Lyon et Aubervilliers pour son meeting « hologramme », le 5 février. Assis sur une base militante solide, le candidat de La France insoumise peut se targuer d'une présence massive sur les réseaux sociaux. Reste que la désignation de Benoît Hamon par quelque 1,2 million d'électeurs lors de la primaire socialiste élargie est une bien mauvaise nouvelle pour celui qui se réjouissait par avance d'un face-à-face avec François Hollande ou Manuel Valls.

Ces derniers jours, il est apparu sur la défensive. « On ne se paiera pas nu tête en me faisant des bisous partout pour ensuite essayer de me faire avaler des Carvounas, des Valls, des El-Khomri, des Marisol Touraine et tous ces gens », a-t-il lancé. Jean-Luc Mélenchon espère faire la démonstration de sa force à gauche avec un grand meeting place de la Bastille à Paris, le 18 mars, cinq ans jour pour jour après celui de la présidentielle de 2012. ■

À GAUCHE, LA MÉFIANCE ENVERS MACRON DOMINE

« Macron ne peut pas dire qu'il est antisystème, ce serait nous prendre pour des idiots », s'emporte Hélène, DRH de 53 ans, qui pourrait tout de même voter pour lui. Comme elle, des électeurs de gauche rencontrés à Lille et Toulouse, séduits ou non, ne se départissent pas d'une certaine méfiance. « Emmanuel Macron, j'aime bien sa personnalité parce que c'est quelqu'un de direct », témoigne Lisa, fonctionnaire de 49 ans, sur un marché du quartier populaire Lille-Sud. « Quand il dit, par exemple, "La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler", il a raison, on n'a rien sans rien », affirme-t-elle. Comme beaucoup, Lisa attend néanmoins le programme du candidat : « Je pense qu'il faut gratter un peu, voir ce que Macron propose réellement. » « Il n'a toujours pas sorti son

programme, qu'est-ce qu'il attend ? La dernière minute ? », s'exclame Philippe, 53 ans, vendeur de fruits et légumes. « En tout cas, il est malin : les gens ne veulent plus de la droite, ni de la gauche et lui, il se dit ni de droite ni de gauche. » Mais « son passé de banquier » chez Rothschild « gêne une bonne partie des gens », croit savoir Candice, 19 ans, étudiante en sciences politiques à Lille 2. « Sinon, ce serait lui qui serait élu car le clivage gauche-droite est en voie d'extinction. » « Il sort d'une grande famille, d'un milieu aisé. Il ne sait pas ce que c'est, quand c'est dur », cingle Antonio, employé franco-portugais de 43 ans. « C'est un faux gauche », renchérit Blandine, 56 ans, assistante sociale, sur le marché Sébastopol, dans le centre de Lille, qui votera probablement pour Benoît Hamon.

"Je ne crois pas à la candidature d'Emmanuel Macron. C'est purement artificiel"
Un membre du gouvernement

Une incertitude peut-être liée au fait que le fondateur d'En Marche ! tarde à faire connaître l'intégralité de son programme et son chiffrage. Ce devrait être chose faite le 2 mars, même si certains de ses proches

Le dessin d'Alex



LA CITATION DU JOUR

« Bien souvent, presque toujours, se taire c'est également mentir ». **Joan Fuster, écrivain**



L'erreur de langage

L'éditorial
de JEAN-MARC CHEVAUCHÉ

Ce week-end, à Toulon, devant un public clairsemé, Emmanuel Macron, qui marque le pas dans les sondages d'opinion, s'est « excusé » pour ses propos sur la colonisation. Il a compris qu'il avait pu blesser des milliers de Français qui, dans leur famille, dans leur chair, dans leur sang, sont définitivement liés à l'Algérie. Il n'est pas plus question de justifier la colonisation, ni de bondir derrière ceux qui voulaient n'en voir que les « bien-faits », que de la qualifier de « crime contre l'humanité ». En utilisant ce terme, Emmanuel Macron a fait une erreur de langage. On voit ce qu'il a voulu dire, bien sûr. Mais comme disait Sarkozy à sa concurrente en 2007 : « Quand on veut être présidente de la République, il faut savoir garder ses nerfs. » Les mots de Macron sont déplacés, pour le moins. L'Algérie a été un drame pour des milliers de pieds-noirs, pour des millions d'Algériens, pour des centaines d'Algérois, frères et sœurs de la vie quotidienne. Comme toujours, la masse du grand

nombre n'avait rien décidé. Des gens étaient venus d'Alsace, de Moselle, de partout, il y a 150 ans. On avait organisé leur déplacement. En soi, la colonisation n'est plus défendue par personne aujourd'hui. Sauf peut-être par les derniers dinosaures siégeant encore au Front national, un parti qui a exploité jusqu'à vomir les haines raciales fabriquées dans un moment de peur et de larmes. Macron a été maladroit dans ses mots. Il l'a reconnu à Toulon. C'est son honneur. Mais il est tard. Un candidat à la présidence de la République se doit de mieux connaître l'histoire du peuple et les contradictions qui le traversent. Une génération de jeunes hommes a payé cher l'inconséquence politique et la guerre qui a suivi. Les enfants d'Algérie, quelle que soit leur couleur, ont payé le prix fort. Dans beaucoup de milieux, c'est une plaie toujours ouverte. On ne parle pas comme ça. On apaise. On n'embrase pas. Portons au crédit d'Emmanuel Macron qu'il a parlé trop vite. Mais ce n'est pas là une qualité pour diriger l'État. Les Algériens sont nos frères humains. Il n'y a pas d'autre vérité. ■

Macron a été maladroit dans ses mots. Il l'a reconnu à Toulon. C'est son honneur. Mais il est tard.

Le dessin d'Alex

MACRON VEUT DONNER AUX POLICIERS LA POSSIBILITÉ D'INTERDIRE CERTAINES ZONES



LA CITATION DU JOUR

« Les hommes ont plus d'imagination pour tuer
que pour sauver. »
Francis Picabia, peintre et écrivain



Élections à surveiller

L'éditorial
de BERTRAND MEINSEL

Notre élection présidentielle est placée sous haute surveillance. Celle des équipes de campagne soucieuses de délivrer leur message quelle que soit la question posée, des électeurs, des médias, des organismes de sondage, mais aussi des services de renseignements étrangers et de groupes de hackers et activistes de tout poil... Sans surprise, la NSA américaine a donc espionné les principaux partis politiques français en 2012. Et désormais la crainte de cyberattaques, russes, ukrainiennes, djihadistes, etc. donne des sueurs froides au plus haut niveau de l'État. François Hollande en appelle même à « des mesures spécifiques de vigilance et de protection ». Rassurons-nous, après les USA, nous ne sommes pas le seul pays européen prêt à voter et ainsi surveillé, menacé par de grandes oreilles, des intrusions dans les ordinateurs, téléphones et plateformes numériques des QG de campagne jusqu'aux boîtes mails des militants, et par des sites de propagande ou de désinformation. Il est presque rassurant que notre élection

présidentielle, et son impact économique et diplomatique, suscite encore tant d'intérêt à l'étranger... L'ouverture des écoles vers Hamon à Mélenchon, les notes secrètes de Penelope à son mari, l'intense activité européenne du garde du corps de Marine Le Pen, les envolées humanistes de Macron, ont sûrement de quoi passionner tous ces cyberespions qui nous scrutent et ces cyberactivistes qui croient

Par expérience d'électeur français, on ne saurait trop conseiller à ces agences de se méfier quand même

pouvoir faire pencher la balance vers le candidat qui leur serait le plus favorable. L'investissement reste pourtant hasardeux : M. Trump fut peut-être le candidat des Russes, mais Wall Street va toujours très bien et la faible stature du président US ne lui donne guère de poids et de crédibilité sur la scène intérieure et internationale. Et par expérience d'électeur français, on ne saurait trop conseiller à ces agences de se méfier quand même. Chez nous, bien des déclarations et promesses de campagne des candidats finissent rarement par devenir action et réalité. Elles se contredisent déjà parfois en quelques semaines. Alors une fois l'élu au pouvoir, espions, hackers comme militants risquent encore d'avoir bien des surprises et désillusions...

Le dessin d'Alex

HAMON REFUSE DE COURIR DERRIÈRE MÉLENCHON



LA CITATION DU JOUR

« Le libre-échange intégral et la démocratie sont incompatibles, tout simplement parce que la majorité des gens ne veut pas du libre-échange. » Emmanuel Todd, essayiste



Le grand marché

L'éditorial
de JEAN-MARC CHEVAUCHÉ

Cette semaine, le parlement européen a voté pour le traité de libre-échange entre le Canada et l'Europe, le CETA. L'extrême-droite, les gauches européennes (sauf les sociaux-démocrates) et les écologistes s'y sont opposés. Pour des raisons différentes que l'on n'a pas vraiment entendues dans notre semaine bouillonnante, phagocytée qu'est l'actualité hexagonale par la présidentielle d'abord ; les affaires Fillon ensuite. Ce traité va permettre un échange mondial accru de marchandises de toute sorte, notamment alimentaire, entre le Canada et l'UE. Ce point crucial est assez concernant pour que l'on s'y arrête si l'on veut bien comprendre que l'agro-alimentaire européen, même allemand, est à des lieues du productivisme canadien qui va trouver en Europe un marché formidable... et détruire les productions locales. Mais laissons ce point suicidaire pour notre agriculture, ou ce qu'il en reste, de côté. Elle s'est déjà tellement automutilée avec la complicité d'un syndicat majoritaire, qu'elle a

fini par nous convaincre qu'elle organisait la mort de nos paysans plutôt que de les sauver. Au sens propre comme au sens figuré puisque ces derniers meurent sous les pesticides ou se suicident sous les dettes.

Non. Le point capital de ce traité sournois, c'est le droit. Car ce qui fait l'essence d'un peuple, ce sont les règles qu'il se donne à lui-même. Nous nous querellons, nous nous disputons... Mais nous reconnaissons nos tribunaux, notre droit, nos constitutions, nos règles. Avec le CETA, terminé ! Le traité permettra aux deux signataires d'aller concourir aux

Ce qui fait l'essence d'un peuple, ce sont les règles qu'il se donne à lui-même

marchés publics de l'autre. Excellent pour la compétition internationale, direz-vous ! Pas comme ça, en tout cas. En effet, si une multinationale n'est pas d'accord avec les règles d'un pays, elle pourra saisir un tribunal. Mais pas la justice dudit pays. Non, un tribunal d'arbitrage... C'est tout de même un élément suffisamment inquiétant quand on est attaché à la démocratie. Les partisans du CETA vous diront que le texte de plus de mille pages a aussi de bons côtés. C'est vrai. Les dictateurs ont toujours un bon profil. ■

Le dessin de Chaunu



Les touches de l'évitement

L'éditorial
d'Hervé Chabaud

aux scénarii de l'évitement qui tiennent une grande place dans cette campagne élyséenne. Ils consistent à occuper l'espace politique en prenant soin de ne jamais évoquer les choix économiques et sociétaux que le pays doit faire pour ne pas augmenter sa fragilité et sa vulnérabilité. Que dans un univers du numérique, où le digital rythme les modes d'échanges les plus employés, il existe des fenêtres d'influence pour s'inviter d'une autre manière dans le débat n'est pas nouveau. Que l'on brandisse cet état de fait comme une menace gravissime témoigne combien le piège fonctionne bien. Pendant qu'on s'insurge, qu'on dénonce, qu'on se lamente, on ne dit rien des plaies ouvertes dont le pays souffre. La profondeur des déficits publics, le déséquilibre amplifié de la balance commerciale, la constance

L'obsession des cyberattaques du Kremlin et leurs conséquences sur la présidentielle française s'ajoutent

d'un chômage de masse entretenant la désespérance, les pesanteurs administratives accrues très éloignées des simplifications promises sont remisés derrière le scandale de cette ingérence impalpable dans la vie démocratique. Les citoyens ne sont ni dupes, ni spectateurs malgré eux des jeux du cirque.

Ce ne sont pas de bons baisers venus de Russie, des câlins malins américains, ou de subtiles chinoiserries qui vont faire la décision

Ce ne sont pas de bons baisers venus de Russie, des câlins malins américains ou de subtiles chinoiserries qui vont faire la décision dans les urnes. Les électeurs n'ont rien perdu de leur capacité de discernement et se méfient des séducteurs d'ici et d'ailleurs toujours enclins à en faire trop. Ils sont inscrits dans un quotidien, savent les difficultés accrues qui écornent leur optimisme, recherchent des réponses qui ne soient ni un jus de démagogie, ni une infusion d'anesthésiants, ni une coupe d'euphorisants. Ils sont en quête d'un possible raisonnable que seule l'approche pragmatique des défis permet de relever. Et ils cherchent par eux-mêmes qui l'incarne le mieux.

Le dessin de Chaunu



Bienvenue aux Olympic games

L'éditorial de Gilles Grandpierre

Saluons ces amoureux de la langue française qui viennent de lancer un débat bien utile pour nous distraire des polémiques secondaires sur la moralité des candidats à la présidentielle, les violences policières ou la révolte des banlieues. Le débat consiste à savoir si, pour promouvoir sa candidature aux JO de 2024, Paris doit tordre le cou à la belle langue de Molière et recourir au détestable charabia de nos voisins brexitiens (les habitants de la Brexitie). À l'heure qu'il est, notre capitale n'a plus que deux concurrentes, Budapest et Los Angeles. Comme la première a du plomb dans l'aile et comme la seconde a déjà été servie en 1932 et 1984, Paris a toutes ses chances. Non seulement, ce serait une première depuis un siècle, mais les étrangers (y compris les Anglais!) trouvent aussi que ce serait une bonne idée, à en croire un récent sondage. Même en France, une relative unanimité politique a fini par se faire, car si

Si Paris ne décroche pas la timbale le 13 septembre prochain à Lima, il n'est pas certain qu'on aura sauvé la langue en perdant les Jeux

les Jeux coûtent cher, ils rapportent aussi. Et de toute façon, ça ne peut pas faire de mal au moral des Européens en général et des Français en particulier. C'est à ce moment-là, donc, que la polémique démarre. Pour vendre Paris à l'international, le comité 2024 a retenu un slogan assez moche il est vrai (« Made for sharing »), qui plus est mal traduit (« Venez partager » au lieu de « Faits pour le partage »). Quoi qu'il en soit, des associations de défense de la langue française ont surgi tel Zorro hors de la nuit, crié à « l'insulte caractérisée », dénoncé la haute trahison, exigé qu'on retire illico l'horrible forfait. Même l'Académie et Bernard Pivot – qu'on a connu plus inspiré – ont sauté sur la polémique à pieds joints. Ce qui leur aura, sans doute, procuré un peu d'exercice. La chose mérite-t-elle un tel ramdam ? On en doute d'autant plus que le dit slogan, si la capitale venait à décrocher la timbale le 13 septembre prochain à Lima, sombrera aussi vite dans l'oubli qu'un combat d'arrière-garde. Dans le cas contraire, il n'est pas certain qu'on aura sauvé la langue en perdant les Jeux.

Le dessin de Chaunu



De l'ajustement permanent

L'éditorial
d'Hervé Chabaud

Faire de tout une variable d'ajustement est-ce faire de la politique autrement et démontrer une capacité

à être président de la République ? Emmanuel Macron qui s'imagine, chaque jour un peu plus, à l'Élysée en mai prochain, aime résoudre les équations à plusieurs inconnues, en changeant la solution selon le lieu où il se trouve et le moment où il livre son résultat. Cette appétence pour les acrobaties intellectuelles atteste une capacité à saisir toutes les opportunités pour, dans l'instant, donner raison à son interlocuteur sans craindre de dire le contraire dès lors que la conversation se fait avec un autre. Est-ce vraiment un cheminement cartésien répondant à une logique de bon sens ?

Cette stratégie est dangereuse parce que s'il faut cabosser le roman national, écœurer d'honnêtes gens, en rassurer d'autres avec une bienveillance intéressée pour ramener dans ses filets

un maximum d'intentions de vote. Cela n'est pas dépourvu de ce cynisme très calculé qui sied au caméléon. Rassembler n'a jamais été de dire oui à tout le monde mais de fixer des axes forts qui ne sapent pas les fondations de la Nation, n'opèrent pas une manipulation génétique sur l'ADN de la France, mais font vivre les valeurs qui en caractérisent la personnalité et donnent des couleurs à la vie de la cité. Cela demande un vrai travail sur soi pour incarner avec dignité la richesse d'un pays que l'on veut diriger sans lui porter des coups de sabre qui ouvrent des plaies à son âme.

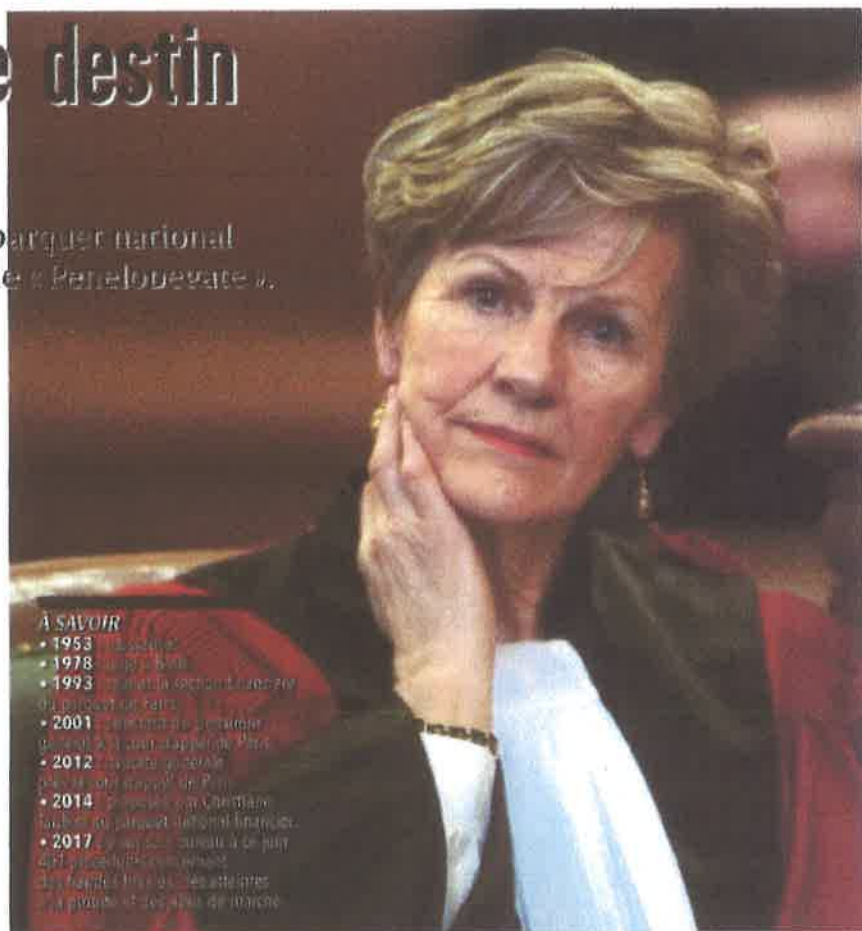
Aussi faut-il une cohérence, une constance, un charisme, des idées, une rhétorique, une façon d'être qui ne se suffisent pas de séduction ni d'un emballage bien enrubbanné. Lorsqu'on a assez peu d'expérience, il faut démontrer qu'on a d'autres atouts pour catalyser les espérances dans un pays qui, à force de douter, tremble de tous ses membres et en oublie jusqu'à son Histoire. Ce qui n'est pas une raison pour la réécrire.

Faire de tout une variable d'ajustement est-ce vraiment un cheminement cartésien répondant à une

QUI ÊTES-VOUS ?

La femme qui a le destin de Fillon en main

Éliane Houlette, 64 ans, procureure du parquet national financier, mène les investigations dans le « Penelopegate ».



À SAVOIR

- 1953 : naissance
- 1978 : juge à Paris
- 1993 : procureure adjointe au parquet national financier
- 2001 : procureure générale près la cour d'appel de Paris
- 2012 : procureure générale près la cour d'appel de Paris
- 2014 : procureure au parquet national financier
- 2017 : procureure générale près la cour d'appel de Paris

Lors du procès Cahuzac, Éliane Houlette avait dressé un réquisitoire accablant contre l'homme politique déchu.

POURQUOI PARLE-T-ON D'ELLE ?

Parce qu'en tant que procureure du parquet national financier (PNF), elle a indiqué, jeudi, que « les nombreux éléments déjà recueillis ne permettent pas d'envisager, en l'état, un classement sans suite de la procédure » qui concerne les soupçons d'emplois fictifs de Penelope Fillon. Cette annonce a été balayée d'un revers de main par le candidat Les Républicains à l'élection présidentielle qui a parlé d'un « acte de communication qui nourrit le feuilleton médiatique ». Reste que deux options sont ouvertes : citer directement les protagonistes devant un tribunal correctionnel ou ouvrir une information judiciaire en confiant la poursuite des investigations à des juges d'instruction qui pourraient prononcer d'éventuelles mises en examen.

QUI EST-ELLE ?

Âgée de 64 ans, longtemps inconnue du grand public, elle a commencé à croiser les lumières médiatiques en 2014 lors de sa nomination surprise à la tête du PNF, dont la création a été voulue par François Hollande lorsque l'affaire Cahuzac a éclaté. Le procès contre l'ex-ministre du Budget, reconnu coupable de fraude fiscale et de blanchiment d'argent, est le principal fait d'armes d'Éliane Houlette. Lors du procès, elle avait dressé un réquisitoire accablant contre l'homme politique déchu l'accusant d'avoir « flétri l'honneur » de la France devenue par sa faute « la risée de l'Europe et du monde ». Avant de devenir « super proc » financier, cette femme à la voix douce a suivi une carrière sans éclat particulier dans la magistrature, où elle a toutefois démontré sa ténacité et sa précision.

QU'EN PENSER ?

Alors que François Fillon a déclaré qu'il s'en remettait désormais « au seul jugement du suffrage universel », que ses avocats ont tenté de dessaisir le PNF du dossier, la communication de la procureure semble rappeler au candidat, qui se dit lancé comme une « locomotive », qu'il ne pourra pas éviter le poste d'aiguillage judiciaire. Dans le dictionnaire, une houlette est un bâton de berger prolongé d'une pièce en fer servant à jeter des mottes de terre aux moutons qui s'éloignent du troupeau. Fillon sait à quel s'en tenir. ■ JULIEN BOUILLE